

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE DE DOCTRINE ET D'INFORMATION DU BÉNIN
52^{ème} ANNÉE - NUMÉRO 711

25 SEPTEMBRE 1998 - 150 Francs CFA

LE BÉNIN DANS LA TOURMENTE DE LA MONDIALISATION : QUE FAIRE ?

Mondialisation de l'économie, globalisation. Voilà les mots fétiches qui ébranlent les pays du monde entier, notamment ceux en voie de développement comme le Bénin où pratiquement tout est à refaire à cette veille du 3^{ème} millénaire.

L'économie mondiale est dominée depuis les années 70 par l'instabilité des taux de change avec flottement généralisé des monnaies. De fait, les économies nationales vivent désormais dans la flexibilité des taux de change et il est important pour s'intégrer à cette économie mondiale que

des pays comme le Bénin apprennent à gérer efficacement l'instabilité des devises et des risques liés au change.

La force des économies allemandes et japonaises est fondée sur le fait de considérer les transformations de l'économie mondiale comme des opportunités et non des menaces.

À l'orée du 21^{ème} siècle, les changements majeurs intervenus dans le fondement de l'économie mondiale peuvent, entre autres, se ramener à :

— la désolidarisation de l'économie des matières premières de l'économie industrielle ;

— la désindustrialisation due à l'automatisation ;

— l'implosion de l'ex-URSS et la chute du mur de Berlin à la fin des années 80 où le monde dirigé depuis Washington

présente trois pôles de développement à savoir :

* L'Amérique du Nord (USA avec le Mexique et le Canada),

* L'Europe (UE avec l'Allemagne en tête),

* L'Asie pacifique (Japon en tête avec les pays de l'Asie du Sud-Est comme satellites) ;

— l'ère informationnelle avec les technologies de l'information et des communications.

Inlassablement, ces pays pôles se disputent déjà les règles du jeu de l'économie mondiale au 21^{ème} siècle. Chaque pôle, à n'en pas douter, a son modèle de développement particulier.

Nos décideurs béninois ont-ils réellement conscience de ces réalités ? Si oui, dans cette situation, que faire au Bénin pour répondre efficacement aux contraintes de la mondialisation ?

SUIVRE LE PHÉNOMÈNE ET NON SE LAISSER ÉCRASER

Selon M. Laurent Ogowa Agossa, coordonnateur CTP/NLTPS (1).

« La nécessité pour le Bénin de se positionner dans la mondialisation pose le problème fondamental de sa compétitivité et des gains de productivité qu'il peut tirer de sa base de production à créer des richesses et des biens. La mondialisation ne lui est profitable seulement que s'il est à la mesure de la concurrence internationale et s'il est capable d'attirer les capitaux étrangers. Mais jusqu'à ce jour, le Bénin ne remplit pas ces conditions. Pays pauvre, la logique voudrait qu'il s'isole de l'économie internationale jusqu'à ce qu'il soit assez fort pour manifester sa compétitivité, et donc occuper une part dominante du marché mondial. Adopter une telle attitude, c'est croire et admettre que les petits pays (et pauvres) n'ont d'avantage comparatif en rien. Or, l'instrument taux de change, avec l'expérience de certains pays développés et les

(Lire la suite à la page 6)

A L'ÉCOUTE DU PAPE



LA FIDÉLITÉ À LA LOI NON-ÉCRITE DE LA CONSCIENCE HUMAINE

Ceux qui sont garants de la loi et de la cohésion sociale d'un pays, ou ceux qui guident des organisations créées pour le bien de la communauté des nations, ne peuvent éluder la question de la fidélité à la loi non-écrite de la conscience humaine dont parlaient déjà les anciens et qui est pour tous, croyants ou non, le fondement et le garant universel de la dignité humaine et de la vie en société. Je ne puis que reprendre à ce sujet ce que j'ai écrit naguère : « S'il n'existe aucune vérité dernière qui guide et oriente l'action politique, les idées et les convictions peuvent être facilement exploitées au profit du pouvoir... » (Encycl. Centesimus annus, n° 46). Devant la conscience, « Il n'y a de privilèges ni d'exceptions pour personne. Que l'on soit le maître du monde ou le dernier des misérables sur la face de la terre, cela ne fait aucune différence : devant les exigences morales, nous sommes tous absolument égaux » (Encycl. Veritatis splendor, n° 96).

Rome, 10 janvier 1998

Jean-Paul II

Discours au membre du Corps diplomatique

LES SIGNES RÉVÉLATEURS DU NATIONALISME INCONSISTANT DE NOS HONORABLES DÉPUTÉS



« Quelle est la première partie de la politique ? L'éducation. La seconde ? L'éducation. La troisième ? L'éducation » disait Jules Michelet.

Au fur et à mesure que la deuxième législature tire inexorablement vers sa fin, apparaissent des éléments d'appréciation qui manquaient pour confirmer les signes révélateurs du nationalisme inconsistant de nos représentants nationaux : la cinquième session extraordinaire de l'Assemblée nationale

vient de mettre à nu la propension fâcheuse de nos « honorables » députés à fragiliser à tout moment la paix dans le Bénin du Renouveau. C'est bien cela qu'ont révélé, au cours de la semaine du 13 au 19 septembre 1998, les déclarations sonitruantes assorties de menaces à peine voilées et les altercations des députés avant l'adoption de la Loi sur l'avancement au mérite ainsi que celle relative au nouveau découpage des circonscriptions électorales. Deux sujets à tout le

(Lire la suite à la page 7)

LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT FACE AUX COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES

Plus le Bénin s'approche de la mise en œuvre de la réforme de l'administration territoriale, plus la question de la prise en charge des collectivités décentralisées des communes par elles-mêmes se pose avec acuité. Cela d'autant que la Loi n° 98-007 portant régime financier des communes en République du Bénin est sans équivoque. Cette Loi, votée par l'Assemblée Nationale, est actuellement devant la Cour Constitutionnelle pour vérification de conformité à la Constitution.

Les articles premier et deuxième de cette Loi précisent :

« Sous réserve des droits et charges de l'État, et en vue de favoriser le développement à la base, la commune, collectivité décentralisée, jouit de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

« La jouissance de la personnalité juridique et de l'autonomie financière est

(Lire la suite à la page 2)

L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE

RENTREE SCOLAIRE 98 - 99

QUEL EST L'OBJECTIF DU NOUVEAU PROGRAMME DU COURS PRIMAIRE ?

"Après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un peuple" (Danton).

"L'enseignement : apprendre à savoir, à savoir faire, à faire savoir. L'éducation : apprendre à savoir être" (Louis Pauwels).

L'adéquation Enseignement-Emploi est incontestablement, comme dans bien d'autres pays, le problème principal qui mine le système éducatif béninois. Le nombre des produits finis qui ne trouvent pas à s'employer, livrés depuis 1985 à ce jour par les divers ordres d'enseignement sur le marché de l'emploi béninois a atteint un chiffre critique. Et de ce point de vue les discours officiels et les messages des responsables de l'éducation à chaque rentrée académique ne ratent aucune occasion pour aligner les statistiques et abreuver les populations béninoises de prétendues réformes visant à corriger le

dysfonctionnement entre le système éducatif béninois et le marché de l'emploi.

A priori c'est bien l'objectif du nouveau programme en cours d'expérimentation depuis six ans dans certaines de nos écoles et couronné en fin de la dernière année scolaire par l'organisation du premier CEP (nouvelle formule). Ce nouveau programme vise à résoudre le problème de l'adéquation Enseignement-Emploi qui se pose avec acuité chez nous. Mais à vrai dire, une lecture attentive de ce programme que certains enseignants et même certains directeurs départementaux maîtrisent mal, semble être loin de révéler une originalité réelle au point de susciter un grand intérêt. La seule innovation serait au niveau du regroupement par discipline des matières à enseigner. Et même sur ce point certains enseignants contestent l'efficacité

de cette méthode. En clair, ce programme serait bien loin de s'adapter au marché de l'emploi. Au-delà de ces considérations, on peut également déplorer un manque de suivi de l'application de cette réforme. Même s'il est progressif, il est surprenant de constater que, passer l'étape du primaire, l'élève renoue avec le programme classique dès la sixième au cours secondaire. C'est le cas des premiers écoliers titulaires du CEP nouveau programme, si l'on peut ainsi s'exprimer, pour qui rien n'est prévu pour la suite logique de leur formation. Et pourtant c'est dans une telle situation que le ministère de l'éducation voudrait étendre le programme à d'autres écoles. Alors, selon toute vraisemblance, le système éducatif béninois se cherche et risque de s'embrouiller dans la kyrielle de solutions devant le sortir du marasme dans

lequel il est plongé depuis des années. Et à l'allure où les choses ont démarré et évoluent, la probabilité est forte que le nouveau programme meurt très bientôt de sa plus belle mort comme ce fut le cas pour l'école nouvelle, il y a quelques années.

Ainsi le système éducatif béninois serait comparable à ce fauve qui court après sa queue; ce serait bien dommage pour la jeunesse béninoise et pour l'avenir du Bénin. En vue de parvenir à l'adéquation que nous appelons de tous nos vœux, théorie et pratique doivent être intimement associées. Il nous faut réussir la gageure de faire à la fois des hommes et des citoyens; car, selon le mot d'Henri Wallon, "l'éducation est action, mouvement, passage d'un état à un autre et dont c'est l'office de faire qu'un être devienne ce qu'il n'était pas ou ce qu'il n'était qu'incomplètement".

Alain Sessou

LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT FACE AUX COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES

(Suite de la première page)

soumise aux conditions déterminées par la Loi et au contrôle de l'autorité de tutelle.

« Pour la mise en œuvre de son autonomie financière et l'accomplissement de sa mission de développement, la Commune est dotée d'un budget propre ».

Et comme l'indique par ailleurs l'article troisième de ladite Loi, « le budget de la commune est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles ».

Ce désengagement de l'État qui va être bientôt consacré dès la promulgation de la Loi, bien que constituant un facteur de développement à la base, risque, s'il est mal géré, de devenir un véritable goulot d'étranglement pour les communes, voire un réel frein au décollage économique des futures collectivités décentralisées. Cela est d'autant vrai que l'insuffisance quasi générale des ressources propres à la plupart des circonscriptions administratives qui ne parviennent pas à couvrir leurs dépenses de fonctionnement reste criarde. Toutefois, cela ne doit pas constituer un prétexte pour végéter plus longtemps dans une concentration à outrance des pouvoirs de décisions administratives et financières entre les mains du Pouvoir Exécutif.

La responsabilisation des collectivités locales et la libéralisation des énergies internes dans l'organisation et la conduite du développement de l'économie communale apparaissent aujourd'hui comme des conditions incontournables à l'enracinement de la démocratie au Bénin.

Ainsi, outre les dépenses obligatoires (celles mises à la charge de toutes ou de certaines communes par la Loi) et les dépenses facultatives (qui n'entrent pas dans

la liste pour le budget des futures communes), celles-ci s'occuperont des dépenses de fonctionnement à savoir:

- les dépenses du personnel;
- les autres dépenses de fonctionnement;
- et les subventions et autres transferts courants.

Au plan des dépenses d'investissement, les futures communes auront à gérer les dépenses d'équipement et d'immobilisation, les remboursements d'avances et d'emprunts, les prêts, avances et créances à long et moyen termes et les titres et valeurs.

Et pour y faire face, ces collectivités locales disposent des recettes de fonctionnement comprenant :

- les recettes fiscales;
- les recettes des prestations et des services de la commune;
- les produits du patrimoine et des activités;
- les taxes et redevances relatives aux services d'hygiène et de salubrité publique et aux services funéraires assurés par la commune;
- l'excédent de fonctionnement de l'exercice précédent et
- les recettes diverses.

Quant aux recettes d'investissement, elles comprennent notamment :

- les produits des emprunts et avances;
- les produits des subventions ou dotations d'investissement et d'équipement allouées par l'État;
- le produit des aliénations de biens patrimoniaux;

- le produit des prélèvements sur les recettes de la section de fonctionnement;
- l'excédent de la section d'investissement de l'exercice précédent;
- les fonds de concours accordés par toute personne physique ou morale;
- les dons et legs et
- les recettes diverses.

Mais il convient de faire remarquer que sans un apport financier substantiel de l'État, les collectivités locales actuelles seraient dans l'impossibilité de fonctionner à fond, du moins, à leur phase de démarrage. En témoigne le rapport de l'atelier de validation des résultats d'études organisé par la mission de décentralisation sur le Fonds de solidarité intercommunale et l'Institution de financement des collectivités. Les 17 et 18 août 1998, selon ledit rapport, « les ressources des soixante-dix-sept (77) circonscriptions administratives sont très maigres et douze (12) parmi elles, si leur niveau actuel de revenus se maintient, seront les seules futures communes potentiellement capa-

bles de couvrir des dépenses minimales de fonctionnement de trente (30) millions de francs, les soixante-cinq (65) communes restantes devant recourir à des ressources additionnelles pour financer leur fonctionnement, quarante-deux (42) de ces sous-préfectures ayant un niveau de ressources qui ne dépasse pas une moyenne d'un million par mois ».

Voilà qui ne peut laisser indifférentes les autorités gouvernementales. L'apport au fonctionnement des communes sera d'une importance capitale dans la réussite de la décentralisation que le peuple appelle de tous ses vœux. Ce qui nécessitera aussi de sa part de véritables sacrifices à consentir pour répondre aux diverses responsabilités qui l'attendent. Car plus rien ne sera comme avant. Et en prendre dès à présent conscience serait peut-être déjà une façon de s'y préparer.

À chacun donc sa part de responsabilité pour que la décentralisation devienne une réalité, gage du développement durable du Bénin.

Guy Dossou-Yovo

"LA CROIX DU BENIN"

Rédaction et Abonnements

"LA CROIX DU BENIN"

B.P. 105 - Tél. (229) 32-11-19

COTONOU

(République du Bénin)

Compte :

C.C.P. 12-76

COTONOU

Directeur de Publication

BARTHELEMY

ASSOGBA CAKPO

Dépôt légal n° 862

Tirage : 4.000 exemplaires

Nous remercions tout spécialement les personnes qui souscrivent un

Abonnement de Soutien 5.000 à 8.000 F CFA (30 à 80 FF)

Abonnement de Bienfaiteur 10.000 à 15.000 F CFA (100 à 150 FF)

Abonnement d'Initié 20.000 F CFA et plus (200 FF)

Changement d'adresse 100 F CFA

TARIFS D'ABONNEMENTS par Avion

Bénin 3.720 F CFA

Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, Mauritanie, Sénégal et Togo 4.680 F CFA

Gabon, Tchad, Congo (Brazza), Cameroun et R.C.A. 5.760 F CFA

France 5.760 F CFA

Nigeria, Gambie, Ghana, Libéria et Sierra Leone 7.560 F CFA

Kinshasa (Zaire) 9.000 F CFA

Kenya, Angola, Ouganda et Tanzanie 12.600 F CFA

U.S.A. 9.480 F CFA 94,80 FF

Amérique (Nord, Centrale, Sud) 10.200 F CFA 102,00 FF

Europe (Italie, Allemagne Fédérale, R.F.A., Belgique, Espagne, Portugal, Suède, Rome et Norvège) 8.520 F CFA 85,20 FF

Canada 10.200 F CFA 102,00 FF

Chine 12.600 F CFA 126,00 FF

IMPRIMERIE NOTRE-DAME • Tél. (229) 32-12-07 — COTONOU (REPUBLIQUE DU BENIN)

ECHOS DE NOS DÉPARTEMENTS... ECHOS DE NOS DÉPARTEMENTS

3

ATACORA

ENVIRONNEMENT : MÉTHODE DE RECHERCHE PARTICIPATIVE

Les espaces forestiers de notre pays, comme ceux d'ailleurs en Afrique, sont malheureusement sujets à toutes formes de catastrophes catastrophiques, à l'instar de ce qui s'est récemment observé dans le nord-ouest, aux sécheresses ayant entraîné de féroces crises énergétiques qu'il serait superflu de rappeler à votre souvenir. Voilà citées quelques conséquences néfastes de la déforestation des ressources naturelles de la planète. Mais il y a aussi les effets nocifs de la pollution. Question qui a été un des temps forts de la rencontre que le Chef de l'Etat a eue, lundi 21 septembre 1998, à Cotonou avec les jeunes en général, et les conducteurs de taxi-motocyclette en particulier. Ces derniers se sont singulièrement vus pointés du doigt par le président haïtien pour leur rôle dans la pollution de l'environnement par les usages de leurs engins à deux roues dans certains centres urbains.

Tout ce qui précède offre, de par son impact négatif sur la vie des populations, matière à réflexion continue.

Aussi, le séminaire-atelier organisé du 14 au 17 septembre 1998 à l'ENI de Natitingou dans le cadre du "Projet conseiller en environnement", ne peut-il être considéré simplement comme un séminaire de plus.

Son thème "Méthode accélérée de recherche participative", a donné lieu à des exposés aussi variés que riches d'enseignements. Les résultats du séminaire-atelier seront exploités judicieusement par les structures opérationnelles des directions départementales du ministère en charge de l'environnement qui est l'initiateur de la rencontre.

Le développement étant un processus global, notons qu'au même moment, les Unités communautaires de développement (UCD) de l'Atacora accueillent une équipe pour superviser tout le processus de planification des activités opérationnelles des directions départementales du ministère en charge de l'environnement qui est l'initiateur de la rencontre.

ATLANTIQUE

FECECAM-BÉNIN : 20 ANS DE RÉUSSITE

Vingt ans déjà que la Fédération des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel (FECECAM) existe dans notre pays. L'événement a été marqué le lundi 21 septembre 1998 par des festivités. C'était au siège de la Caisse locale de crédit agricole mutuel (CLCAM) d'Abomey-Calavi, en présence des principaux responsables des caisses locales et unions régionales (URCLCAM).

Les manifestations de ce 20ème anniversaire ont commencé par un défilé des sociétés à travers les artères principales de la ville d'Abomey-Calavi avant de se poursuivre par une conférence de presse du secrétaire exécutif de la FECECAM, M. Aboubakar Ibrahim. Dressant le bilan de 20 années d'activité des CLCAM, le conférencier a, porté sur le présent et l'avenir du réseau des CLCAM, un regard positif. Auparavant, il a rappelé la principale mission que s'est fixée cette institution financière, à savoir : "inciter les populations rurales et de se voir consentir les crédits nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie et au développement de leur environnement socio-économique". La FECECAM est, sous sa forme actuelle, un réseau de coopérative d'épargne et de crédit. Elle comprend quatre niveaux : les caisses villageoises (CVEC), les

caisses locales (CLCAM), les unions régionales (URCLCAM) et la FECECAM. Aujourd'hui le réseau compte 41 CVEC, 95 CLCAM, 7 URCLCAM. Dotées de l'autonomie juridique et financière, ces unités sont chacune dirigée par un conseil d'administration composé de sociétaires. Pour en venir au fruit de 20 années de travail, le secrétaire exécutif de la FECECAM, M. Aboubakar Ibrahim a indiqué que les CLCAM comptent aujourd'hui environ 236 mille sociétaires, plus de 21 milliards de francs CFA au 31 juillet 1998 contre 2,4 milliards en 1990. Les milliards de francs CFA avec un concours de la FECECAM. Selon le secrétaire exécutif de la FECECAM, le réseau offre plusieurs produits destinés aux paysans, artisans et autres petits commerçants. Ces derniers ont ainsi la possibilité de renforcer et améliorer leurs activités. Des crédits individuels dont le montant varie de 10.000 à 1 million de francs CFA sont octroyés à ces sociétaires de 3 à 36 mois avec un taux d'intérêt allant de 12 à 17%.

Dans une vision prospective, il est envisagé la création prochaine de l'organe financier du réseau en vue d'accéder au marché monétaire.

BORGOU

INONDATIONS : APPEL AUX SOLIDARITÉS

L'ampleur des dégâts et les conséquences des récentes inondations dans le nord-Borgou, continuent de susciter appréhensions et inquiétudes. Le drame des populations sinistrées des sous-préfectures de Malanville et de Karimama est donc loin de prendre fin. Et ce, en dépit des secours d'urgence, en quantité appréciable, apportés sur les lieux par les autorités politico-administratives.

Face à cette situation, il est impérieux de faire intervenir toutes les solidarités en faveur des laborieuses populations en détresse. C'est dans ce sens, que le ministre de la Condition féminine et de la protection sociale, Mme Ramatou Baba-Moussa a lancé, samedi 15 septembre dernier, un appel pressant à la communauté internationale et à tous les généreux donateurs potentiels afin qu'ils viennent en aide à notre pays pour lui permettre de soulager les souffrances des populations du nord-Borgou victimes d'inondations.

Rappelons, si besoin en est, que les pluies diluviennes des mois de juillet et d'août derniers ont entraîné le débordement du fleuve Niger et de ses affluents l'Alibori et la Sota, causant d'énormes dégâts dans les deux sous-préfectures. Les zones les plus touchées par les inondations sont notamment le territoire irrigué de Malanville (540 ha). Tous les champs installés dans les vallées à Malanville comme à Karimama, soit au total près de six mille hectares de culture sont inondés, ce qui pourrait provoquer un déficit de plus de cinq mille tonnes de produit vivriers et autant de céréales.

Il en résulterait un manque à gagner de cent millions de francs environ. Sur les cultures de rente, selon les statistiques du ministère du Développement rural.

Pour les efforts déjà consentis par le gouvernement, en faveur des sinistrés, on peut mentionner : 100 sacs de riz de 50 kg, 300 couvertures, 260 nattes nylon à 2 places, et moustiquaires. Ce don a été remis le mercredi 16 septembre dernier aux populations sinistrées, dans la proportion de 60% pour Karimama, la zone la plus touchée et 40% pour Malanville.

L'opération a été conduite par le préfet du département du Borgou M. Zoukarakéni accompagné d'une délégation du comité départemental de la prévention et de la protection civile.

MONO

LA "MISSION DE DÉCENTRALISATION" RENCONTRE LES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES

Il ne sera jamais dit que la campagne de vulgarisation des cinq lois adoptées par l'Assemblée Nationale sur la décentralisation a commencé trop tôt. Bien au contraire, plus tôt cela aura commencé, mieux il y ira de l'intérêt des populations de notre pays qui, nous le rappelons, si besoin en était, bénéficient dans leur grande majorité, d'une alphabétisation encore limitée.

Bienvenue donc à la délégation de la "mission de décentralisation" que conduisait son président M. Joseph Tossavi. Les membres de la délégation ont rencontré, lundi 21 septembre dernier, le préfet du département du Mono, M. Georges Houessou. La tâche de la "Mission de décentralisation" consistait à discuter avec le préfet des conditions et modalités pratiques de la mise en œuvre de la vulgarisation des textes de loi sur la décentralisation.

À la fin de la rencontre, M. Tossavi qu'accompagnait le secrétaire général de la mission, M. Gabriel Kpèdè et le chef de la cellule d'organisation financière, Mme Solange Philomène Lisboa a remis au préfet les copies des cinq lois, le guide du vulgarisateur et le décret créant la "Mission de décentralisation".

À cet effet, une réunion du personnel de commandement sera organisée dans les prochains jours par le préfet afin d'expliquer aux chefs des circonscriptions administratives de son département le rôle qu'ils ont à jouer dans la campagne de vulgarisation.

Pendant ce temps, se tenait à l'ENI-Loxou un séminaire sous-régional ayant pour thème : "Médias et éducation civique en Afrique de l'Ouest". Organisé par la fondation Konrad Adenauer avec la collaboration du réseau du centre Africa Obota, ce séminaire regroupait une soixantaine de participants venus du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger et du Bénin.

La rencontre consistait essentiellement à évaluer l'impact de l'utilisation des médias dans l'éducation civique de la population dans les pays de la sous-région et la recherche de stratégie permettant d'en accroître l'efficacité.

OUÉMÉ

RENFORCER LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL MONDIAL EN AFRIQUE

Comment s'assurer que le patrimoine culturel de toutes les régions de l'Afrique est reconnu sur la scène internationale ? C'est ici que se pose la question de la protection du patrimoine culturel et matériel de nos pays, pas de disposer d'une liste du patrimoine mondial. Encore faudrait-il que celle-ci soit périodiquement revue et actualisée afin d'en améliorer la représentativité. Depuis 1994, des efforts sont entrepris en vue de répondre de plus en plus à cette attente légitime du continent africain.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la tenue de la 4ème réunion de stratégie globale pour l'Afrique initiée par le comité du patrimoine mondial. Ces assises ont commencé leurs travaux le mercredi 16 septembre dernier à

Porto-Novo sous l'égide du centre du patrimoine mondial et de l'UNESCO.

La stratégie qui est à l'étude actuellement vise à établir une reconnaissance plus équitable du génie créateur et de la diversité culturelle du continent africain. Pour ce faire, le principe a été retenu d'associer étroitement les États parties et non à la Convention du patrimoine mondial.

La Convention fait par contre obligation aux États parties à mettre en œuvre une politique de préservation et de conservation cohérente avec les caractéristiques de chaque site ou bien proposés pour inscription.

La réunion de Porto-Novo a été organisée afin de permettre à chaque expert national de tirer parti des informations qui leur sont déjà parvenues et des présentations des membres du comité scientifique.

Les participants à la présente session font déjà partie du réseau d'experts africains mobilisés pour accroître la représentativité du patrimoine africain sur la liste du patrimoine mondial.

ZOU

POUR L'AUTO-PROMOTION DES COMMERÇANTS DES PRODUITS VIVRIERS

Les commerçants des produits vivriers des départements de l'Atlantique, du Mono, de l'Ouémé et du Zou ont eu, jeudi 17 septembre 1998 au Motel d'Abomey, une rencontre avec le directeur de l'Office national d'appui à la sécurité alimentaire (ONASA), M. Moussa Assouma et le conseiller technique dudit Office M. Eberhard Hauser. Cette séance de concertation avait pour objet, selon ses organisateurs, de sensibiliser les commerçants à l'auto-promotion de leurs organisations.

Le coup d'envoi de la réunion a été donné par un exposé du directeur de l'ONASA sur les différentes possibilités pour l'Union régionale des caisses locales de crédit agricole mutuel (URCLCAM) dans l'octroi des crédits.

Des cas d'espèce ont été choisis afin d'illustrer les diverses communications qui ont été portées notamment sur l'approche et les problèmes pour la mise en place des organisations d'auto-promotion des commerçants vivriers. L'évolution des prix des produits vivriers et les dispositions à prendre par l'ONASA pour constituer la stock de sécurité en cas de bilan déficitaire de la campagne agricole en cours, ont été autant de préoccupations qui ont fait l'objet d'échange fructueux au cours de la rencontre.

Par ailleurs, si le 21 septembre dernier, Abomey-Calavi a été le siège de la célébration nationale du 20ème anniversaire de la création du réseau des caisses locales de crédit agricole mutuel (CLCAM), d'autres villes du pays ont vibré également au rythme de l'événement.

C'est ainsi qu'à eu lieu mercredi 16 septembre 1998 à la maison des jeunes et de la culture de Savalou, une conférence-débat sur le thème : "Le défi coopératif au cours du prochain millénaire". La conférence, organisée par l'Union régionale des caisses (URCLCAM-Zou) a regroupé plusieurs centaines de sociétaires, de responsables d'ONG, des cadres du FECECAM et des personnes ressources venus de nos six départements.

Selon les conférenciers MM. Jean Alavo et Charles Koukponou, la situation actuelle du réseau du point de vue des résultats financiers est positive.

Survivance Dégla

CHRONIQUE DES TEMPS ANCIENS

LES KÉNU ET LA CHEFFERIE DE TERRE
À DANGBO DANS LE WÉMÈ

(Première partie)

Il n'est pas de coutume de consacrer une étude à la chefferie de terre dans l'histoire béninoise. Généralement, la chefferie politique occupe une place de choix et ce n'est qu'à travers elle ou en marge d'elle qu'est rapidement et sommairement évoquée la chefferie religieuse ou chefferie de terre. Et pourtant, c'est par elle, c'est-à-dire par les premiers occupants d'un site que commence logiquement l'histoire d'une unité résidentielle (1).

Qui sont donc les Kénu (2) et dans quelles conditions sont-ils venus s'installer sur le site ? Comment se présente le pouvoir religieux qui sous-tend leur fonction de chefs de terre ? Dans quelles conditions ont-ils accueilli ceux qui sont arrivés après eux ?

I — ORIGINES DES KÉNU
ET CONDITIONS DE LEUR
INSTALLATION

Il faudrait remonter jusqu'à Ilé-lifé au Nigeria pour retrouver les origines les plus lointaines connues des Ké ou Kénu. De là, ils auraient émigré pour venir s'installer à Kénu où leur statut de princes leur a permis, dit-on, de fournir des rois au trône de cette localité.

Mal à l'aise face aux menaces ennemies venues de l'extérieur (3), les Ké partent à l'aventure pour un mieux-être sous d'autres cieux. Leur chef de file, connu dans le Wémè sous le nom de Kéholu Agagnon (4), était accompagné d'une suite nombreuse au sein de laquelle quelques frères, dont Siligboklounon.

L'itinéraire suivi et les escalés ne sont pas connus avec précision, en dehors, semble-t-il, d'une longue halte à Itako, après celle, plus courte, de Pobé. Plusieurs scissions ou segmentations se sont cependant produites à l'intérieur de la grande vague migratoire. Bien des proches de Kéholu Agagnon sont restés sur place à Pobé et à Itako au moment où quelques-uns allèrent s'installer à Sakété, Vakon, Gbadu-Hungon, Luo (vers Jasin à Porto-Novo), dans la région de So, Jirgèbé, Hétin Huédomé, etc. Il s'agit en fait d'une vaste migration historique dont chacune des ramifications mérite d'être isolément étudiée (5). Le noyau principal ayant à sa tête Kéholu Agagnon, est celui, naturellement, qui nous intéresse le plus dans cette étude.

Après ses multiples pérégrinations et péripéties, Kéholu (6) et le reste de sa nombreuse suite initiale arrivèrent dans la région où vivent aujourd'hui leurs descendants, après quelques jours passés sur le site d'Amanzuinon, épaisse forêt à l'époque, — débroussaillée sous la révolution béninoise — et dont l'emplacement est en face de l'actuel cimetière de Dangbo.

Après avoir prospecté la région, ils décidèrent de s'installer là où vivent aujourd'hui leurs descendants, les Ké : richesses cynégétiques de la forêt, fertilité des sols, proximité des yémijé plan d'eau découvert grâce au chien de Kéholu Agagnon. Pratiquement à sec de nos jours, yémijé a été victime de l'ensablement de son lit. son eau n'est plus bue aujourd'hui.

L'épaisse forêt dans laquelle s'installèrent les Ké apparaissait comme une havre de paix, d'autant plus que la région était inhabitée : il n'y avait personne à une quinzaine de kilomètres à la ronde. En outre, aucune puissance politique n'étendait son hégémonie sur la région, à cette époque. Toutes les conditions favorables étaient remplies pour une existence tranquille sous la protection des divinités.

II — LA VIE RELIGIEUSE

La chefferie de terre repose non seulement sur l'antériorité d'occupation du sol, mais aussi et surtout sur l'existence des divinités les plus anciennes sur le site, propriété de ces premiers occupants connus.

Tout en respectant leurs interdits qui sont la consommation de mouton, de l'oiseau képle (hétable en fon) consommateur de piment, la construction de maison en matériaux végétaux dits ki (7), le creusement de puits, le travail le jour d'awaya, etc, Kéholu Agagnon et sa suite, tous des Ayinon Dogbo (8) adorent de nombreuses divinités dont la principale est Siligbo.

Divinité tutélaire par excellence, Siligbo est installée dans une épaisse forêt appelée Siligbozou ou forêt de Siligbo (9) sise à Ké même. À l'intérieur, un marigot profond que cachent en partie les racines de l'arbre sous lequel il est depuis des temps immémoriaux. C'est dans ce marigot que Siligbo aurait dissimulé ses adeptes pour les protéger de la dernière invasion des troupes aboménées dont fut l'objet le pays ké. Depuis lors, Siligbo joua inutile d'avoir d'autres adeptes. Son jour de sacrifice est le awayagbé (10), ses animaux sacrificiels la chèvre et le poulet, sa pâte préférée le amiwo ou pâte de maïs à l'huile.

Siligbo avertit le peuple de l'imminence d'un malheur en faisant une apparition publique en plein jour sous la forme d'un léopard traversant tranquillement la localité de façon inoffensive. Aussitôt l'oracle Ifa ou fa est consulté pour révéler la pensée et les vœux de la divinité, ainsi que les dispositions à prendre en conséquence. C'est dans cette même condition qu'elle apparaît aux femmes (des Ké) ayant commis l'adultère et qui, par conséquent, méritent un châtement. Dans ce cas, elles sont les seules à voir ce félin, invisible pour la circonstance à d'autres personnes. C'est là une preuve irréfutable que l'adultère a eu effectivement lieu et qu'il ne restera pas impuni.

Son prêtre est le Siligboklounon ou Siligbonon (celui qui s'occupe de Siligbo). L'actuel est Siligboklounon Gnonlonfin. Inégalée dans la région, la puissance de cette divinité apparaît comme une précellence sur les autres divinités qu'elle supplante nettement.

Si Siligbo se présente non pas comme une simple divinité, mais comme la divinité par excellence de Ké, toutes les autres divinités ont des liens de parenté avec elle :

elles sont ses enfants du point de vue biologique et de celui de son indiscutable supériorité sur elles. Elle exerce également sur elles, une influence protectrice (11).

Sans être plus puissante que les autres divinités, Loko Aglansu mérite cependant d'être citée immédiatement après Siligbo pour une raison évidente de proximité : elle est dans la même forêt sacrée que Siligbo. Loin de s'occuper de n'importe quel problème comme dans le cas de Siligbo, elle a pour spécialité les questions de fécondité, et de procréation chez la femme.

Divinité femelle comme Loko Aglansu, Huésio est aujourd'hui la seule en milieu ké à posséder des adeptes depuis que Siligbo a caché les siens dans le marigot Hungnin. Elle possède son bosquet du nom de Huésiozou où elle est seule.

La troisième fille de Siligbo et sœur des précédentes est Awan qui vit, elle aussi, seule dans sa forêt sacrée du nom de Awanzon sise à Dokomé. Si Huésio-Klunon est le prêtre de Huésio, Daah Awannon est celui de Awan, et il observe vis-à-vis de sa divinité, les mêmes interdits que Siligboklounon. Il ne se présente jamais cependant dans la forêt de Siligbo dont les affaires ne le concernent pas.

Plus spécialisée dans ses attributions, Awan est beaucoup moins polyvalente que la toute puissante Siligbo : Les Wémè ont recours à elle essentiellement, sinon exclusivement, en cas de destruction occasionnée dans les champs de cultures par des chenilles durant certaines saisons ; (12) l'apparition de celles-ci annonce toujours la famine. Ainsi, dès que leurs manifestations sont annoncées à Daah Awannon, il se rend auprès de l'autel d'Awan pour des libations, des offrandes et des sacrifices de poulets et de caprins, aliments de prédilection de cette divinité. Il va ensuite chercher les feuilles de certaines plantes qu'il agite et tape contre la végétation. Peu après, dit-on, les chenilles cessent leurs ravages et disparaissent.

Awan est très populaire dans tout le Wémè car elle aurait plus d'une fois sauvé ce milieu des affres de la faim ; en effet, quand les chenilles apparaissent, c'est tout le Wémè qui est sinistré par l'ampleur de leurs prédateurs auxquelles elle vient mettre fin dès qu'elle est sollicitée dans les conditions rituelles requises.

Pour des raisons qui ne se dégagent pas des sources orales mises à notre disposition par les traditionalistes, les Ké, très tôt, ont préféré confier la préture de leurs divinités à des hommes de condition servile. Ceux-ci ont fini par se considérer comme des Ké authentiques, notamment en présence des étrangers. Chacun cependant connaît et reconnaît sa place dans la société, même lorsque l'on fait croire au chercheur étranger au milieu que tous les Ké sont les mêmes, de façon égalitaire et rigoureusement homogène. En dépit des apparences, les Ké sont un groupe composite sous le couvert de l'appellation de

Wémè et la protection des divinités poliades dont il vient d'être question et dont même les tard venus reconnaissent l'antériorité sur le site.

A. Félix Iroko

À suivre

NOTES

(1) Nous devons l'essentiel de la matière de cet essai aux informateurs dont les noms suivent :

— AGOSSA Honoré né vers 1968, cultivateur à Ké.

— DJIDONOU NOUATIN Codjo, né vers 1923, cultivateur, quartier Ké-Huho, à Ké.

— DJIDONOU Philberg, né en 1961, ex-agent de la société sacrière de Savé, quartier Ké-Huho à Ké.

— SILIGBOKLOUNON Dossou Ferdinand, né vers 1943 cultivateur à Ké-Avisa, Ké.

— SILIGBOKLOUNON Dossou Joseph, né vers 1921, agent portuaire à la retraite, à Ké-Avisa, Ké.

— SILIGBOKLOUNON Yonlonfin, né vers 1923, cultivateur et chef religieux, Ké-Avisa.

(2) Ké ou Kénu. L'origine de ce nom est obscure et bien curieuse, il paraîtrait que lorsqu'un vase de terre cuite se cassait en pays wémé, et que le propriétaire s'écriait en disant ké, exclamation de dépit, de pitié, les tessons de poterie se retrouvaient aussitôt en pays ké. Ce site contiendrait de ce fait beaucoup plus de tessons de poterie que n'importe quelle autre région de Wémè. La singularité de ces faits aurait été à l'origine du nom ké donné à la localité. Une autre version moins répandue fait de ké le diminutif de Kénu, localité d'origine de Kéholu et sa suite.

(3) Nous ignorons de quels ennemis il s'agitait. Les égbas ? Les Fon ?

(4) L'on raconte que Kéholu Agagnon est, sans conteste yoruba. Comment alors comprendre qu'il porte un nom fon ou à consonnance fon ? Cela paraît bien curieux !

(5) Nos informateurs nous ont dit à l'unanimité qu'il existe encore de nos jours les descendants de Ké partout où ces migrants ont eu à laisser quelques-uns d'entre eux.

(6) Grand chasseur, Kéholu aimait particulièrement les régions giboyeuses. Il a, une fois installé sur le site, continué à s'adonner à la chasse qui lui a d'ailleurs permis de connaître la région de la vallée de l'Oudé et même au-delà.

Sur les origines du peuplement de cette zone, on lira avec intérêt le travail de : HOUNSINOU (A.) : Approche historique des Wémènu : le royaume de Dangbo et ses rapports avec les voisins (du 18ème siècle jusqu'en 1908). Travail d'étude et de recherche pour obtenir la maîtrise en histoire. École normale supérieure, Université nationale du Bénin, année académique 1980, 102 p.

(7) Cette essence végétale était alors très abondante dans la région : la divinité awan habitait un temple au toit de ké n'a pas voulu être imité en cela par de simples mortels.

(8) Il semble que le nom de clan Ayinon leur a été donné une fois installés, les premiers, sur le site. Notons que Kéholu Agagnon a eu plusieurs enfants dont les triples Hunjénkonon, Gbédokposi et Nin ainsi qu'une autre fille nommée Kon Datin qui épousa Agonyinhan ; cependant son fils Akén est plus connu dans la région du fait peut-être qu'il était l'ainé. Avec Kintomkpa, l'un des nombreux petits-fils de Kéholu Agagnon a été un grand prêtre de Siligbo.

(9) Il avait été décidé sous la révolution béninoise de détruire cette forêt. Ceux qui étaient chargés de le faire ayant vu à l'intérieur une achaine (exorcisme) aussi volumineuse qu'un homme et étant incapables, même à plusieurs, de soulever la pierre de son autel, ont dû renoncer, pris de panique à leur projet sacrilège.

(10) Awayagbé correspond au jour où s'anime les marchés de Tokpa à Cotonou et de Murré. Certaines jours d'awaya, l'on entend, dit-on, les adeptes de Siligbo (quinze filles hungu) et un garçon avec) discuter à l'intérieur du marigot où les aurait cachés cette divinité.

(11) Très populaire en milieux yoruba, Odudua ou Dudua est adorée dans plusieurs maisons Ké. N'oublions pas que Kéholu Agagnon aurait implanté à So Shunkufé une divinité du nom de Gbésushinan.

(12) Fréquentes étaient alors à l'époque les apparitions dévastatrices de ces chenilles.

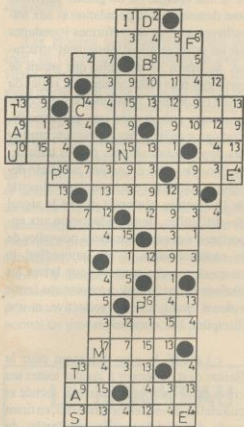
UN PEU DE DISTRACTION

GRILLE DU BENIN À DÉCODER

Dans la grille, les lettres ont été remplacées par des chiffres. Un même chiffre représente toujours la même lettre.

En vue de faciliter les recherches, quelques lettres décodées sont déjà inscrites dans la grille.

À vous donc de jouer !

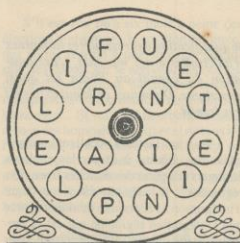


(Réponse en page 10)

**ACHETER
"LA CROIX DU BENIN",
C'EST BIEN.
S'Y ABONNER EST
POURTANT MIEUX !**

LES MOTS SYNONYMES

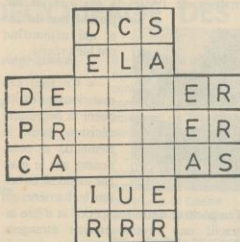
Découvrez deux mots synonymes comportant neuf et sept lettres en utilisant toutes les lettres mentionnées dans les cercles.



(Réponse en page 10)

LA CROIX

Saurez-vous achever la grille de façon à obtenir six mots croisés de sept lettres chacun ?



(Réponse en page 10)

BONNE SANTÉ

Surveiller son alimentation dès le début de la grossesse

Souvent, les médecins ne commencent à se préoccuper de l'alimentation de la femme enceinte qu'à partir du cinquième mois de la grossesse. C'est une erreur, affirme le Professeur Jacques Fricker, nutritionniste français : "Il faut s'assurer dès le début de la grossesse d'un bon apport en folates (vitamine B9) pour prévenir les malformations neuronales". La salade verte, les brocolis, le kiwi, la banane, les pois chiches et les pommes de terre cuites

avec la peau sont de bonnes sources de folates.

D'autre part, un Américain, le Professeur David McCarron, a recommandé de consommer du calcium (produits laitiers) pour enrichir le lait de la mère. Par ailleurs, de récentes recherches ont montré qu'un apport complémentaire de calcium permet de réduire de moitié la survenue de la dépression post-partum ou "baby blues".

**

Etablit-on une distinction entre la puberté et l'adolescence ?

Vrai. Il ne faut pas confondre puberté et adolescence, aussi bien chez le garçon que chez la fille. Etymologiquement, "puberté" renvoie à la notion de pilosité (pilosité pubienne) et de mutations anatomiques. Tandis que l'adolescence évoque l'idée de grandir, autant en centimètres qu'en "sagesse"...

La période pubertaire du garçon débute vers 10-11 ans par un accroissement net du volume des testicules, suivi d'allongement de la verge et l'apparition des poils pubiens. Ce n'est cependant que vers 14-15 ans que la prostate augmente de volume et rend possible les premières éjaculations.

La puberté est, en principe, plus précoce et plus spectaculaire chez la fille, avec la survenue des premières "vagues".

MFI

Rubrique réalisée grâce au livre *La sexualité*, de Jacques Weisberg, Éditions Milan, Coll. Les essentiels, 300, rue Léon Joulin, 31 100 Toulouse. 63 pages, 20 FF.

FAÇONS DE PARLER

DES MOTS ET DES FAUTES

À propos de concomitant (CONCOMITANT).

Un seul M et un seul T dans cet adjectif qui n'a rien à voir avec le verbe commettre (deux M).

Deux événements concomitants se produisent au même moment. Pour les grammairiens, l'adjectif concomitant appartient à la même famille que... compagnon, avec un seul M.

AUTOUR D'UN MOT

Avide, du latin avidus, qui désire ardemment.

Qui a un désir ardent de quelque chose est avide. On peut être avide d'apprendre, de savoir, de connaître quelque chose. On est alors curieux, empressé ou impatient.

L'ambitieux est avide de gloire, d'honneur. L'avare est avide d'argent, il est cupide et âpre au gain. L'affamé est avide de nourriture, et peut devenir vorace, glouton et manger jusqu'à la goinfre.

L'avidité c'est aussi le désir, la soif, la cupidité ou l'appât, et quand il s'agit de repas on mange alors gloutonnement, voire voracement.

Mais pourquoi tant d'avidité dans tous les domaines ? Une pensée ancienne nous rappelle que : "Thomson vient au monde avec les mains vides et il le quitte avec les mains vides". À méditer.

DES MOTS À DEVINER

Dolichocéphale.

Que qualifie ce terme :
— celui qui a le crâne plus long que large ?
— celui qui a un grand nez ?
— ou celui qui a un long cou ?

Réponse : Celui qui a la boîte crânienne allongée (plus longue que large) est dolichocéphale. Le contraire est brachycéphale (crâne presque aussi large que long).

DES MOTS INTRUS

Emmitoufler, engouffrer, insuffler et ébouriffer.

Quatre verbes. L'un est intrus. Lequel ? Pourquoi ?

Réponse : Le verbe emmitoufler ne comprend qu'un seul F. Les autres : engouffrer, insuffler et ébouriffer en prennent deux.

AUTOUR D'UN MOT

Un avis, du latin mihi est visum (il m'a semblé bon).

L'opinion exprimée par quelqu'un est un avis. On donne, on fait connaître son avis, son point de vue, sa façon de voir ou de penser. On peut être ou se ranger à l'avis d'une personne, abonder dans son sens mais aussi changer d'avis, se raviser, ou se déjuger.

Un avis c'est aussi une information donnée ou reçue : avis officiel, public ou par voie d'affiche. C'est alors un communiqué, une nouvelle, une annonce, une notification et sauf avis contraire, il faut suivre l'information portée à la connaissance de tous.

Une sentence latine du II^e siècle avant Jésus-Christ précise : "Autant de têtes, autant d'avis"... alors, chacun abonde en son sens et comme on dit : "Chacun souvent voit midi à son clocher"...

DES MOTS ET TOUTE LEUR SUITE

Avec le tapis.

Aller ou envoyer au tapis : aller au sol, abattre. Cette expression est empruntée au vocabulaire de la boxe.

Amuser le tapis : divertir, faire rire les autres. Origine, fin XVII^e siècle.

Dérouler le tapis rouge devant quelqu'un : lui réserver un accueil chaleureux, empressé. On déroule un tapis devant un invité officiel, et la couleur de ce tapis est rouge, couleur des solennités.

Être ou mettre sur le tapis : être en question, faire l'objet d'un débat, mettre en discussion. Expression ancienne, le tapis est celui du jeu et l'expression équivalait à "en jeu".

Enfin, un dérivé de tapis... : tapisserie et faire tapisserie : c'est dans une réunion, rester sans bouger le long du mur, sans prendre part à ce qui se passe.

AUTOUR D'UN MOT

Aventure, du latin populaire aventura de advenire (arrivée).

Ce qui arrive d'imprévu, d'extraordinaire est souvent une aventure : simple incident parfois, toute une histoire, une affaire souvent fâcheuse, ou malheureuse... une tuite, comme on dit familièrement.

Parfois l'aventure devient plus agressive, galante, amoureuse ou simple idylle.

Aller au hasard, sans but c'est aller à l'aventure ; et quand l'entreprise est hasardeuse, il y a risque, hasard, élan ou malchance.

S'aventurer c'est risquer, s'engager, se lancer et en parlant d'une personne, on dit qu'elle est hardie, audacieuse, téméraire, voire imprudente. En parlant d'une chose cela peut être risqué ou aléatoire.

L'aventurier est souvent un homme sans aveu, intrigant, autrefois, c'était le pirate, le corsaire, le mercenaire ou le flibustier.

De toute façon, comme dit une sentence anglaise : « L'aventure est aux aventureux ». Mais « qui cherche des aventures ne les trouve pas toujours bien mûres », précise une réflexion espagnole. Alors, attention, avant de se lancer dans l'aventure...

DES MOTS D'AILLEURS

En Suisse, pour dire 80 on dit huitante, pour 70... septante, pour 90... nonante (que l'on prononce nenante).

NATION

LE BÉNIN DANS LA TOURMENTE DE LA MONDIALISATION : QUE FAIRE ?

(Suite de la première page)

pays du Sud-Est asiatique a prouvé le contraire.

« Il est une évidence que malgré tout le battage qui l'entoure aujourd'hui, la mondialisation n'est pas une panacée pour des économies des pays comme le Bénin qui ne veulent pas se construire, s'intégrer dans les marchés financiers globalisés et renforcer la crédibilité internationale de leurs politiques économiques. Penser par exemple que la mondialisation avec son corollaire la technologie de l'information est le remède universel qui va guérir instantanément le Bénin de tous les maux (Kunda, D. 1997) et de son mal développement est un leurre. Pour tirer avantage des immenses possibilités qu'elle offre pour le développement, le Bénin a plutôt intérêt à diversifier très tôt sa base de production au profit des biens manufacturés et des services, en élevant les taux d'épargne et d'investissement et en accroissant les exportations pour tirer la croissance économique. Autrement dit, l'attitude générale à adopter doit consister à nager dans le sens d'un courant trop fort qu'est la mondialisation au lieu de chercher à s'y opposer. Car, le phénomène de la mondialisation est un "mastodonte emballé" et il vaut mieux le suivre que de se faire écraser ».

« Au Bénin, les plans de développement n'ont pas bien marché. Les programmes d'ajustement structurel ont presque échoué et l'économie de marché rend les pauvres de plus en plus pauvres parce que le pays ne produit presque rien pour les échanges mondiaux. Alors, la mondialisation, si elle ne guérit pas de tous les maux, elle constitue au moins le dernier son de cloche qui sonne le glas du chemin de non retour pour une économie qui ne fait rien pour s'intégrer à l'économie régionale et mondiale. Un tel pays qui n'est pas intégré dans le système mondial de production est un pays qui restera pauvre.

« Cette intégration au système mondial de production et aux marchés financiers globalisés doit chercher pour bien positionner le Bénin, à :

- d'abord élargir le jeu de l'économie mondiale en renversant la tendance du fossé grandissant entre pays riches et pays pauvres ;

- ensuite briser les étapes de développement en utilisant les techniques modernes de production pour atteindre de nouveaux sommets. Il s'agira de sauter des générations de changements technologiques, en passant de l'économie de traite à la révolution industrielle (ère énergétique), puis à la phase fondée sur l'information et les technologies avancées ;

- enfin, disposer d'une bonne connaissance des facteurs de la mondialisation et de ses répercussions sur les comportements des investisseurs, des épargnants et des détenteurs de savoirs. Cela implique qu'il faut connaître les risques et les avantages de la globalisation industrielle, financière et technologique. Ceci amène à disposer aussi d'une bonne base de données sur l'économie mondiale et ses perspectives et par conséquent, se montrer

capable de déjouer les pièges de la mondialisation au plan politique, idéologique et culturel.

« La peur de ne pas s'intégrer à l'économie mondiale et de ne voir aucun avantage à tirer, sinon que des désavantages est un refus obstiné d'assainir son économie et de se montrer conquérant de l'économie mondiale avec des stratégies offensives et efficaces.

« En effet, la nécessité de se positionner sur le marché mondial s'impose au Bénin. C'est une donnée et en tant que telle exige certaines dispositions préalables. Dans le cadre de ce pays, les investissements directs, à l'instar des prêts bancaires et officiels, sont aujourd'hui difficilement mobilisables pour le financement des activités de développement. Leur rareté s'explique fondamentalement par le fait que le Bénin est coté comme un pays à hauts risques. Sa capacité d'attirer les capitaux étrangers figure en bonne place parmi les critères qui servent à mesurer son degré d'intégration à l'économie mondiale. Cette capacité est négligeable à cause des risques souvent évoqués par les investisseurs et les bailleurs de fonds et qui ont souvent cours au Bénin aussi. Ces risques, faut-il le rappeler encore sont :

- risques politiques. L'incertitude politique débouche en général sur l'instabilité politique entretenue par des guerres civiles, des coups d'État et des troubles politiques : le Bénin en a été très malade ;

- risques économiques et financiers. La persistance du manque de stabilité, de la politique économique et son incohérence (politiques économiques et financières, laxistes, déficits fiscaux élevés, déficits des paiements courants persistants, rigidités et irréalisme des politiques de taux d'intérêt et de taux de change) caractérisant les risques qui découragent les investisseurs. Le Bénin n'est pas une référence dans ce domaine. La faillite de 1989 en est une preuve ;

- risques culturels et sociaux : émeutes, grèves, troubles sociaux de toutes sortes, vindictes populaires. Ici encore, la note est très mauvaise pour le Bénin ;

- risques liés à la crédibilité du pays. Ce sont les comportements susceptibles de fausser les règles du jeu économique : dysfonctionnement de l'État, la corruption insidieuse, le pilotage à vue, l'imprévisibilité des décisions, des lois, l'opacité et l'inefficacité de la justice et toutes dispositions défavorables aux investisseurs. Le Bénin figure parmi les pays les plus corrompus de la planète ;

- risques dus à la faiblesse des infrastructures physiques (transports, télécommunications, énergie, etc.) alourdissant les coûts de transactions, à l'insuffisance

de qualification des ressources humaines et à l'étroitesse des marchés. L'accumulation du capital au Bénin est quasi inexistant. Du moins, celle qui existe est très fragile.

« Tous ces facteurs occultent les capacités du Bénin à attirer les capitaux étrangers et à gérer des marchés financiers régionaux. Il affaiblit ainsi son degré d'intégration à l'économie mondiale, parce que l'intégration régionale qui est la première étape importante d'insertion dans l'économie internationale n'est pas encore réalisée au niveau du Bénin. Il faut y travailler.

« Il est donc impérieux pour le Bénin de corriger cette perception négative qu'ont les investisseurs de lui, en assainissant tout l'environnement institutionnel. C'est là un test de compétitivité auquel il faut absolument répondre apte avant de chercher à se positionner mondialement. C'est aussi le défi majeur à relever. Mais pourquoi ? Parce que l'exemple le plus édifiant vient des nouveaux pays industrialisés de l'Asie du Sud-Est qui sont partis de rien du tout et qui aujourd'hui ont bien réussi.

« Ce sont ces mutations qui expliquent la nécessaire décision pour le Bénin de se positionner sur le marché mondial, en brisant les barrières qui

l'empêchent d'être compétitif et d'être attractif aux investissements étrangers. Pour réussir ce positionnement dans la mondialisation, le Bénin dans une démarche prospective doit disposer :

- d'un modèle de développement durable et acceptable (définition d'une vision partagée de développement) ;

- des principes et des orientations de politiques internationales ;

- des propositions d'actions concrètes pour mieux progresser et prévenir les risques inhérents à l'émergence d'un nouvel ordre mondial, duquel il risque d'être absent s'il ne fait rien dès à présent. Or, le « type d'avenir qui se prépare dépend beaucoup des connaissances, des qualités de perspicacité et de prévision, ainsi que des compétences des décideurs d'aujourd'hui » qui doivent être des leaders visionnaires, capables d'anticiper les événements du futur. Pour cela, ils doivent mettre en place un système d'anticipation qui leur permette de gérer l'incertitude et la complexité, de recueillir et d'analyser les informations stratégiques susceptibles d'avoir des effets majeurs sur leurs opportunités à l'avenir (Olugbenga, A. 1993).

« L'essai de définition d'un modèle de développement durable et acceptable fait appel à la vision et à la gestion stratégique du développement. C'est l'objet des études prospectives auxquelles le Bénin s'attèle présentement.

DÉFI IMPORTANT POUR LE BÉNIN : JUGULER SES CRISES

« Après quatre décennies caractérisées par l'absence d'amélioration sensible des revenus nationaux et des conditions de vie, et à une époque où de grands sacrifices sont demandés à la population et aux travailleurs au nom des réformes introduites par les programmes d'ajustement structurel, le Bénin se doit plus que jamais de participer plus efficacement aux règles du jeu de l'économie mondiale. Si son économie reste encore très peu performante, c'est parce qu'il n'a pas su toujours profiter des opportunités offertes par les transformations de cette économie mondiale depuis plus de quatre cents ans. La médiocrité de l'économie béninoise donne le signal des difficultés, de son adaptation aux opportunités et aux contraintes nouvelles de la mondialisation. C'est aujourd'hui le temps de son changement pour briser les chaînes de ce retard, à travers une ferme volonté politique et collective, et une discipline à la « japonaise ».

« Le défi le plus important pour le Bénin, c'est de réussir à juguler toutes ses crises (économique, financière, sociale et culturelle) devenues structurelles, en tirant profit des transformations profondes du paradigme technico-économique de l'économie mondiale. La vision régionaliste et la vision mondialiste du développement l'exigent à l'heure actuelle. Vouloir le faire, étant donné que l'on ne peut pas enrayer ces « mastodontes » d'un coup de baguette magique, demande une reconfiguration de tout le système technico-économique béninois (critères géo-politiques, technologiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux). En d'autres termes, le Bénin doit chercher courageusement à gérer les effets de la mondialisation en maîtrisant l'approche régionaliste de son développement. Le défi serait alors de renouer avec les études prospectives qui ne doivent pas être perçues comme un simple exercice, mais comme une réflexion collective plus profonde et plus ambitieuse encore sur les futurs possibles du développement du Bénin face à la donne de l'économie mondialisée. Cette réflexion collective doit être mue par l'envie et le vouloir (de Jouvenel, 1998) de manière à réhabiliter la dimension du rêve et de l'espoir en réalités. Que le Bénin se dépatisse des idées négatives de son incapacité à s'intégrer mondialement. Considéré dans le contexte international, il apparaît comme un élément du système-monde. À ce titre, il est membre de certaines organisations internationales. C'est aussi à ce titre qu'il se doit de participer au jeu de l'économie mondiale au risque de se faire phagocytter par les autres économies dominantes et performantes ».

B.A.C.

(1) Extrait de son exposé : « Quelle vision de développement pour le Bénin face au défi de la mondialisation » présenté lors du séminaire sur la diplomatie béninoise face au défi de la mondialisation.

(2) Le sous-titre est de la rédaction.



NATION

LES SIGNES RÉVÉLATEURS DU NATIONALISME INCONSISTANT DE NOS HONORABLES DÉPUTÉS

(Suite de la première page)

moins sensibles qui ne pouvaient manquer de révéler les divergences, les intérêts particuliers et de déchaîner les passions. Et cependant...

Les groupes parlementaires, cinq au total, de l'opposition comme de la mouvance présidentielle, n'y sont pas allés de main morte. Pour ceux qui se réclament de l'opposition — le groupe parlementaire PRD et Démocratie-Action —, le président de l'Assemblée nationale constituerait une menace pour la démocratie d'autant qu'il remettrait perpétuellement en cause et unilatéralement les consensus réalisés au sein de l'hémicycle. Les autres groupes parlementaires, naturellement ceux de la mouvance présidentielle, voient dans ces accusations des manœuvres dilatoires visant à bloquer le fonctionnement de l'Assemblée nationale, ce qui pourrait compromettre, si on n'y prenait garde, le cours normal du processus démocratique.

S'il est vrai qu'à six mois à peine des élections législatives, la position des uns et des autres répond à une stratégie électorale, les débats sur le nouveau découpage des circonscriptions électorales laissent transparaître les inclinations régionalistes, haineuses... Et voilà qui interpelle la conscience des hommes politiques et de tous les Béninois et Béninoises, surtout lorsqu'on se rend compte qu'une certaine presse s'y mêle avec des commentaires fort tendancieux sur le découpage des circonscriptions électorales.

À cet effet, méditons encore ces passages du message des Evêques du Bénin adressé à tous leurs compatriotes et à leurs fils et filles dans le Seigneur, à l'occasion du nouvel an 1998 :

«... Hommes et partis politiques, nous nous permettons de vous lancer un appel tout particulier: vous savez de quelles forces vous disposez pour mobiliser les masses. Vous savez combien l'argument de la différence ethnique et du régionalisme est séduisant et facile à manipuler.

Vous savez qu'aucune nation ne peut, véritablement et durablement, se construire et se développer sans l'unité et la paix. Alors devenez donc, vous aussi, des artisans et des prophètes de paix et d'unité. Recherchez cette paix et cette unité avant tout, non seulement dans vos programmes de société mais aussi dans vos campagnes électorales et dans vos actions effectives.

« Le peuple attend de vous que votre parole politique soit toujours une parole de vérité. Nous vous le disions déjà le 11 février 1995: 'La politique est un espace de parole, de parole échangée entre les hommes de parole; aussi toute perversion de la parole est-elle, en ce domaine, un facteur de violence. Le mensonge n'est pas toujours absence de vérité par ignorance ou par erreur. La perversion intentionnelle de la parole est plus qu'amorale, elle est immorale'. (Lettre pastorale des Evêques du Bénin. "Pour un nouvel essor de notre pays" p. 11 § 2). Évitez donc tout ce qui peut engendrer la haine des ethnies entre elles, l'opposition de nos régions.

Ne divisez pas notre peuple, ne divisez pas notre pays.

« Le maintien de la paix dépend de vous aussi, hommes et femmes qui dénez le quatrième pouvoir, celui des médias. La puissance extraordinaire de ces moyens que vous manipulez, (presse écrite, radio, télévision...) n'est plus à démontrer. Contribuez, vous aussi, à créer l'unité de ce pays et de son peuple. Ne recherchez pas seulement l'efficacité commerciale: poursuivez la vérité. Que les nouvelles informant sans intoxiquer ni révolter; qu'elles aident les hommes à communiquer entre eux et non à s'opposer les uns aux autres.

Ces passages, par les temps qui courent, sont plus que d'actualité. Ils nous interpellent tous: hommes politiques ou non, hommes des médias ou non. Le souci des uns et des autres doit être la paix et l'unité qui seules peuvent permettre le développement du Bénin qui est un, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest.

Alain Sessou

LE NOUVEAU DÉCOUPAGE DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

Le territoire national est divisé en vingt-quatre circonscriptions électorales que sont :

1 - première circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune de Kandi
commune de Malanville
commune de Karimama.

2 - deuxième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune de Gogounou
commune de Benikouara
commune de Ségbana.

3 - troisième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune de Boukoubé
commune de Coby
commune de Matéri
commune de Tangiéta.

4 - quatrième circonscription électorale

nombre de sièges : 4
commune de Kérou
commune de Kouandé
commune de Natitingou
commune de Péhuncu
commune de Toucoufoua.

5 - cinquième circonscription électorale

nombre de sièges : 5
commune d'Allada
commune de Kpomassé
commune de Ouidah
commune de Toffo
commune de Tori-Bossito.

6 - sixième circonscription électorale

nombre de sièges : 4
commune d'Abomey-Calavi
commune de Sô-Ava
commune de Zè.

7 - septième circonscription électorale

nombre de sièges : 4
commune de Niddi
commune de Bembèrèkè
commune de Sinendé
commune de Kalalé.

8 - huitième circonscription électorale

nombre de sièges : 4
commune de Pèrèrè
commune de Parakou
commune de Tchaurou
commune de N'Dali.

9 - neuvième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune de Banité
commune de Dassa
commune de Savalou.

10 - dixième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune de Ouessè
commune de Glazoué
commune de Savé.

11 - onzième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune d'Aplahoué
commune de Djakotomé
commune de Klouékanmè.

12 - douzième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune de Dogbo
commune de Lalo
commune de Toviklin.

13 - treizième circonscription électorale

nombre de sièges : 2
commune de Djougou.

14 - quatorzième circonscription électorale

nombre de sièges : 2
commune de Bassila
commune de Copargo
commune de Ouaké.

15 - quinzième circonscription électorale

nombre de sièges : 4
les 1er au 6ème arrondissements de Cotonou.

16 - seizième circonscription électorale

nombre de sièges : 5
les 7ème aux 13ème arrondissements de Cotonou.

17 - dix-septième circonscription électorale

nombre de sièges : 2
commune d'Atiémé
commune de Comé
commune de Grand-Popo.

18 - dix-huitième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune de Bopa
commune de Lokossa
commune de Houéyogbé.

19 - dix-neuvième circonscription électorale

nombre de sièges : 5
commune d'Adjara
commune de Agougués
commune de Porto-Novo
commune de Sèmè-Kpodji.

20 - vingtième circonscription électorale

nombre de sièges : 5
commune d'Adjohoun
commune d'Akpro-Misséré
commune d'Avrankou
commune de Bonou
commune de Dangbo.

21 - vingt-et-unième circonscription électorale

nombre de sièges : 3
commune d'Adja-Ouèrè
commune d'Ifangni
commune de Sakété.

22 - vingt-deuxième circonscription électorale

nombre de sièges : 2
commune de Kétou
commune de Pobé.

23 - vingt-troisième circonscription électorale

nombre de sièges : 4
commune d'Abomey
commune d'Agbangnizoun
commune de Bohicon
commune de Djidja.

24 - vingt-quatrième circonscription électorale

nombre de sièges : 4
commune de Cové
commune de Ouhini
commune de Zagnanado
commune de Za-Kpota
commune de Zogbodomey.

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

OUIDAH : 12 — 18 SEPTEMBRE 1998

ÉCOLE D'ANIMATION MISSIONNAIRE NIVEAU I POUR L'AFRIQUE FRANCOPHONE

Quel animateur de l'Enfance Missionnaire pour quelle évangélisation des enfants par les enfants à l'orée du troisième millénaire ? Telle est la préoccupation à laquelle tente de répondre l'Œuvre pontificale de l'Enfance Missionnaire à travers l'organisation, au Bénin, de l'école d'animation missionnaire niveau I (ECAM I) pour l'Afrique francophone.

Les bâtiments du grand séminaire Saint-Gall sis à Ouidah devaient se réjouir pour avoir hébergé, du 12 au 18 septembre 1998, cinquante-neuf membres et directeurs des équipes nationales des Œuvres pontificales missionnaires (OPM) de : Burkina Faso, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Guinée, Conakry, Tchad, Niger, Togo, Bénin et le représentant de l'Afrique anglophone, le père Roger Abotéyure, directeur national des OPM-Ghana.

Placés sous l'œil vigilant de la Conférence épiscopale du Bénin représentée par son Excellence Monseigneur Paul Kouassivi Vieira, évêque du diocèse de Djougou (Nord/Bénin), les travaux de l'ECAM I se sont déroulés sous la responsabilité du père Dorothée Hamouzo, directeur national des OPM-Bénin, et de Monseigneur Julio Daniel Botía Aponté, secrétaire général de l'Enfance Missionnaire.

Toute la ville de Ouidah a chanté ses multiples raisons d'action de grâce. Ville historique, elle avait vu, en avril 1861, fouler le sol béninois, pour la première fois, les pas évangélistes des premiers missionnaires. Elle avait vu les premiers missionnaires semer et arroser de leur sang la Parole de Dieu. Pour la toute première fois dans l'histoire de l'Afrique francophone, Ouidah vient d'abriter une école internationale pour la consolidation de la mission écheue aux petits enfants.

La messe d'ouverture concélébrée dans l'église Saint-Paul de Tovè en témoignage avec la participation active et massive des enfants de l'archidiocèse de Cotonou. Ce fut pour Mgr. Paul Kouassivi Vieira l'occasion de définir le missionnaire comme un homme convaincu de l'amour de Dieu. Un amour qui doit se manifester à tout enfant, car la nouvelle évangélisation, à la veille du troisième millénaire, tend inexorablement les mains à la collaboration active des enfants chrétiens baptisés dans la mort et la résurrection du Christ.

UNE SEMAINE D'INITIATION À LA THÉOLOGIE, À LA SPIRITUALITÉ ET À LA MÉTHODOLOGIE MISSIONNAIRE

« Allez, de toutes les nations faites des disciples... » Prenant toujours leur source du Livre de la Parole de Dieu, les différentes conférences se sont données pour nouer

central la formation des formateurs en vue de faire de l'enfant chrétien un « messager fidèle » du Christ auprès des autres enfants du monde. La théologie missionnaire, basée sur le fondement trinitaire et ecclésiologique de la mission, a façonné les animateurs de l'Enfance Missionnaire à la spiritualité de la mission. Tout chrétien est appelé à être disciple et à faire des disciples au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Le chrétien se réclame du Christ. Il est dans le Christ et le Christ est en Lui. Il est envoyé comme le Christ, Messager du Père dans l'Esprit Saint. Il produit des fruits à condition de vivre à l'école de l'amour comme les Apôtres.

L'action missionnaire doit partir de notre union au Christ pour aboutir à des actions concrètes. S'unir au Christ, l'Unique Sauveur, Vivre à l'ombre de son Esprit. Devenir son ami pour s'initier. Vivre comme Lui, doux et humble de



ceur. Est missionnaire toute communauté, lieu d'apprentissage de l'amour de Dieu où l'Évangile est partagé et vécu dans une généreuse disponibilité à Jésus pour aller où Il veut, quand Il veut et comme Il veut. La fécondité de la mission vient de la communion avec Dieu Père, Fils et Esprit. Elle prend en compte ceux qui n'ont pas reçu la première évangélisation, les chrétiens non-catholiques, les catholiques éloignés ou « tièdes » dans la foi, et même la situation des bons catholiques pour un regard pastoral.

La pastorale missionnaire est l'arme la plus efficace dont nous disposons pour faire des messagers de la Bonne Nou-

velle. Il est donc fondamental de faire comprendre aux enfants leur mission. Ils seront accompagnés pour devenir des missionnaires pour tous les enfants du monde. L'Enfance Missionnaire est un don de Dieu pour les enfants. C'est une œuvre de l'Église universelle et des Églises locales pour l'animation et la formation des enfants à la mission évangélistique.

Cette responsabilité de formation chrétienne devra être réalisée avec tact et délicatesse selon le fondement méthodologique du Christ. Cette éducation respectera les orientations de l'Église, les situations concrètes de chaque enfant et les finalités de la formation donnée à l'enfant dans la fidélité à Dieu.

Les conférences ont été suivies d'ateliers comme pour améliorer la coopération missionnaire à travers des moyens de sensibilisation, d'information et de témoignage de vie.

UNE FRATERNITÉ ÉVANGÉLIQUE ET UN BRASSAGE CULTUREL

Plus qu'une école de données théologiques, spirituelles et méthodologiques, l'ECAM I Ouidah 98 a été une rencontre de fraternité évangélique à travers les nombreux exercices tels que : offices des heures, célébrations eucharistiques et une spéciale expérience dénommée « désert spirituel » du lundi 14 au mardi 15 septembre (matin). En signe d'action de grâce et de réconciliation, les participants se sont individuellement rendus à la suite du Christ dans le silence, la méditation et le sacrement de pénitence.

Les temps de loisirs, de détente et d'échanges fraternels ont permis aux uns et aux autres d'apprécier les richesses culturelles de chaque nation représentée. Avec l'après-midi du mardi 15 septembre, les participants ont dûment accompli l'exhortation du Christ à ses disciples. « Dans toute ville où vous entrez, mangez et buvez ce que l'on vous offrira ». Comme les soixante-douze disciples envoyés deux à deux, les élèves de l'ECAM I Ouidah 98 ont mené, par petits groupes, une excursion dans les villes de Ouidah et de Cotonou. Dans la ville historique, ils ont visité le

musée d'histoire, la porte du non-retour, les vestiges du trafic négrier et la porte du salut (lieu où accostèrent, en avril 1861, les premiers missionnaires). À Cotonou comme à Ouidah, les élèves ont dîné dans les différentes familles d'accueil pour ne revenir au grand séminaire que tard dans la soirée.

La visite rendue aux participants par la Conférence épiscopale du Bénin représentée par L.L.EE.NN.SS. Isidore de Souza, archevêque de l'archidiocèse de Cotonou, Antoine Ganyé, évêque du diocèse de Dassa-Zoumè, Marcel Honorat Léon Agboton, évêque du diocèse de Kandji et Paul K. Vieira, évêque du diocèse de Djougou, a confirmé l'idée que cette rencontre proévangélistique de l'Enfance Missionnaire ne devra pas demeurer un éléphant blanc : les défis pour l'évangélisation des nations obligent. Au cours des échanges, les évêques béninois ont préconisé, pour les prochains jours, l'organisation de l'école d'animation dans chacune des deux provinces ecclésiastiques béninoises. Comme principe général d'animation missionnaire en Afrique où existent déjà de nombreux mouvements d'enfants, l'archevêque de l'archidiocèse de Cotonou conseille d'éviter tout affrontement entre mouvements catholiques en considérant l'Enfance Missionnaire, non comme une nouvelle structure, mais comme un noyau présent dans tous les mouvements d'enfants dont on respectera le charisme dans l'appui d'un dynamisme missionnaire nouveau.

L'ECAM I Ouidah 98 a certainement atteint son objectif. Dans une ambiance de satisfaction, les participants ont tiré des coups de chapeau aux organisateurs de cette école au service de la mission. Les agapes fraternelles d'aurore étaient devenues des bouchées de séparation difficile à accepter. Mais il faudra bien se résoudre à partir et produire des fruits qui demeurent.

Des certificats de formation à l'École d'Animation Missionnaire Niveau I ont été délivrés à chaque participant pour valoir ce que de droit au sein de l'Œuvre pontificale de l'Enfance Missionnaire.

Rendez-vous a été pris pour la première quinzaine du mois de septembre 1999 à Ouagadougou (Burkina Faso) où se déroulera le Niveau II de l'ECAM.

Puisse les multiples résolutions et engagements nés de l'ECAM I connaître ne serait-ce qu'un début de réalisation pour la gloire de Dieu et la promotion de l'Enfance Missionnaire en Afrique et dans le monde.

Brice C. Ouidah
Séminariste

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

PROFESSION RELIGIEUSE DE LA DEUXIÈME PROMOTION DE L'ASSOCIATION DES PETITES SŒURS DE L'ESPÉRANCE DU CHRIST

Il y a exactement un an, le 06 août 1997, trois nouvelles jeunes filles prononcèrent leurs premiers vœux dans la fraternité des Petites Sœurs de l'Espérance du Christ dans la grande église de la cité lacustre de Ganvié. Il s'agissait de Valentine Dako, Simone Houédjofonon et Sylvie Hodonou qui rejoignaient ainsi leurs «dada» Monique Laurent, Élisabeth Houdoté et Brigitte Donouvossi.

« Mon âme exalte le Seigneur
Exulte mon Esprit
En Dieu mon Sauveur ».

C'est dans l'esprit de ce cantique d'action de grâce que se sont déroulées les cérémonies de la profession religieuse de la deuxième promotion des Petites Sœurs de l'Espérance du Christ. C'était le jeudi 06 août 1998. Alors que les chrétiens du monde entier commémoreraient l'éclatante Transfiguration de notre Seigneur Jésus-Christ, les parents, amis, religieux, religieuses — toutes communautés confondues —, éclataient en action de grâce face à l'appel et à l'émouvante réponse des Sœurs Hortense Todégo, de la paroisse Bon-Pasteur d'Abomey et Geneviève Sokéhou de la paroisse Sainte-Rita de Cotonou.



De gauche à droite les sœurs Hortense Todégo et Geneviève Sokéhou.

La station Marie-Auxiliatrice de Cotonou-Ménontin desservie par la paroisse Saint-Antoine de Padoue de Zogbo, Cotonou a abrité cette cérémonie fort simple mais riche en recueillement avec

la participation active d'une vingtaine de prêtres dont le père Pierre Richaud, supérieur régional des Pères de la Société des Missions Africaines.

La liturgie a été présidée par le révérend père Théophile Villaga, curé de la Basilique Immaculée Conception de Ouidah, vicaire général de l'archidiocèse de Cotonou et représentant S. E. Mgr. Isidore de Souza.

Le père Villaga a saisi cette occasion pour rappeler les exigences de ce choix libre, personnel et sincère. La vie religieuse est «une mort totale à soi-même pour un accueil fructueux de la vie du Ressuscité». Elle conduit des hommes et des femmes à répondre de «toute leur liberté à cet appel, don de Dieu, don accordé pour le service de tout le peuple, don qui est aussi charisme par lequel les religieux reçoivent la mission d'être les prophètes au sein de notre monde opaque». Soucieux de l'avenir des nouvelles professes, le père Villaga leur a dit, pour finir : «Mes sœurs, le 30 mai 1980, le Pape Jean-Paul II, s'adressant aux prêtres dans la cathédrale Notre-Dame de Paris, leur disait : 'Soyons heureux et fiers d'être prêtres'.

En son nom je me permets de vous dire à vous, Hortense et Geneviève : Soyez heureuses et fières d'être religieuses ».

PROFESSION RELIGIEUSE : UN OUI PERSONNEL

«Oui je le promets !» telle est la phrase qui, désormais, attache les sœurs Hortense et Geneviève à la communauté des Petites Sœurs de l'Espérance du Christ.

À travers cette affirmation, les nouvelles sœurs ont promis de consacrer leur vie à faire connaître le Christ en acceptant d'aller partout où l'Église les enverra.

Jadis vêtues d'une singulière couturière rehaussée des colliers et bijoux, Hortense et Geneviève sont maintenant dépourvues des biens terrestres. Désormais, plus d'extraordinaires parures ! Plus de bijoux ! Plus de colliers ! Cependant, les voici resplendissantes dans leur robe blanche surmontée d'un voile de même nuance, expression de leur consécration religieuse au service des pauvres, des infirmes et des désespérés.

À l'issue des cérémonies, le cortège s'est ébranlé vers la nouvelle demeure des Petites Sœurs de l'Espérance du Christ. Il s'agira ici de la pose de la première pierre, signe de la présence définitive des Petites Sœurs de l'Espérance à Cotonou et plus précisément au quartier Ménontin, à 200 mètres de la voie inter-États Cotonou-Lomé.

13 heures 30. Et le rideau est tombé sur cette cérémonie qui désormais fera date dans l'agenda des Petites Sœurs de l'Espérance du Christ.

Brice C. Ouinson
en collaboration avec
le Père Darcé Hamazozo

LES ÉTAPES DE LA VIE RELIGIEUSE

Pendant longtemps, la consécration religieuse a été considérée comme un sacrement auquel on se prépare pas à pas.

En lui gardant un rituel propre, l'Église veut marquer l'initiative de Dieu dans le choix personnel du religieux.

En même temps, elle veut souligner la dimension ecclésiale de son engagement personnel qui se développe au cours d'étapes successives, marquées par autant de rites :

- rite d'initiation ou d'admission au noviciat,
- première profession par laquelle le postulant s'engage à mener la vie de communauté qu'il choisit,
- renouvellement annuel de cet engagement,
- profession à vie : ce rite rappelle le rite baptismal. Il se compose d'une demande adressée à l'Église et d'une profession de foi. Il s'apparente, surtout pour les religieuses, à sa liturgie du mariage (historiquement le rituel du mariage s'est inspiré du rituel de la consécration des vierges).

La durée de ces étapes traditionnelles a été considérablement allongée ces dernières années, à mesure que se faisait plus vive la conscience de la maturité nécessaire pour un engagement à vie, surtout quand il implique le célibat.

La période du noviciat comporte actuellement des stages pour mettre le novice dans les conditions réelles de vie commune, de travail et d'apostolat qui seront les siennes plus tard.

Latitudes est laissée de remplacer les vœux de la première profession par des promesses. C'est ce que beaucoup choisissent. Vœux et promesses de renouvellement pendant une période qui va de trois à neuf ans, jusqu'à la profession définitive ;

LA PROFESSION RELIGIEUSE !

Mais ceux-là et celles-là qui entrent dans la vie religieuse ! Qu'est-ce qui les pousse ? Qu'est-ce qui les pousse ?

Mystère des initiatives de Dieu qui dispose de ses grâces et les dispense à qui Il veut ! Mystère qui laisse souvent interloqué qui veut essayer de le pénétrer !

Si déjà, comme nous le chantons, tout homme est une histoire sacrée, que dire lorsqu'il s'agit de l'histoire d'un appel à la vie consacrée ?

Pierre dit à Jésus !...

Eh bien ! nous avons tout laissé et nous t'avons suivi ! Alors !...

C'est vrai, je vous le dis, répond Jésus, ceux qui, à cause de moi, et à cause de la Bonne Nouvelle, auront laissé maison, frères, sœurs, mère, père, enfants ou champs, recevront cent fois plus de maisons, de frères, de sœurs, de mères, d'enfants et de champs ; en même temps des hommes leur feront du mal. Mais dans le monde à venir, ils vivront toujours ! Mc. 10, 28-30.

Mais, prenons garde, ce n'est pas un marché ! Profession religieuse, vie religieuse, qu'est-ce à dire ?

Qu'est-ce à dire, sinon que la vie religieuse est participation quotidienne à la mort et à la résurrection du Christ. Pour que l'Église soit l'Église, ne faut-il pas que certains de ses membres consacrent leur vie exclusivement à être des signes de cette vie transfigurée dès aujourd'hui ?

Qu'est-ce à dire, sinon que la vie religieuse est en définitive très semblable à toute vie humaine qui se donne.

Elle n'est pas, certains pourraient le croire, un refuge pour une petite tranquillité loin des tracas de la vie ordinaire !

Elle est recherche constante de participation à la mort et à la résurrection du Christ.

Vie livrée à Dieu et, inséparablement, aux autres parce que l'on ne peut aimer Dieu sans aimer son prochain, voilà l'essence même, le fondement même de la vie religieuse. Croire à la parole du Seigneur, à la «vie au centuple» au point d'engager sa vie terrestre selon un certain style de vie, pour attester la vérité de cet amour qui s'offre à tous les hommes ; tel est le projet des religieux. Et c'est ce qui a été exprimé par un religieux qui a bien compris ce qui fait le ressort de choix de celui ou de celle qui s'engage à suivre Jésus :

«Aux profondeurs, ce qui nous brûle, c'est de vivre le Christ pour le monde. Ce qui nous touche, aux profondeurs, c'est l'homme, sa promotion en Dieu». (Roger Schutz).

Père Dorothea Hamazozo

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

1898-1998 — CENT ANS D'ÉVANGÉLISATION À ABOMEY-CALAVI

Dans le numéro 706 du 10 juillet 1998 de "La Croix du Bénin", nous avons abordé l'histoire de la paroisse Saint-Antoine de Padoue d'Abomey-Calavi.

Dans la présente livraison, nous présentons le "visage" actuel de ladite paroisse.

SITUATION

La paroisse Saint-Antoine de Padoue d'Abomey-Calavi est l'une des plus anciennes du Sud-Bénin. Située dans la banlieue-nord-ouest de Cotonou, Abomey-Calavi compte environ cinquante mille âmes. "Cité dortoir", Abomey-Calavi se trouve aujourd'hui dans sa périphérie envahie par de nombreuses constructions modernes, œuvre des cadres et autres travailleurs. À côté des cinquante villages, l'État béninois exécute actuellement un projet de construction de dix mille logements : l'Arcon-Ville. Il est manifeste que le territoire paroissial s'est considérablement agrandi. Et, dans le souci de rapprocher les pasteurs de leurs brebis, S. E. Mgr. Isidore de Souza, archevêque de Cotonou, décida de la création d'une seconde paroisse dans la partie sud : paroisse Bienheureuse-Josephine Bakhita, fondée il y a bientôt trois ans.

ACTIVITÉS PASTORALES

Les Sœurs Oblates catholiques petites servantes des pauvres (OCPSP) implantées à Calavi possèdent dans leur maison mère attenante à la paroisse Saint-Antoine

REPONSE AU JEU GRILLE DU BÉNIN À DÉCODER de la page 5

1 = I — 2 = D — 3 = S —
4 = E — 5 = L — 6 = F — 7 = O —
8 = B — 9 = A — 10 = U —
11 = V — 12 = R — 13 = T —
14 = C — 15 = N — 16 = P —
17 = M.

REPONSE AU JEU LA CROIX de la page 5

	D	C	S			
	E	L	A			
D	E	V	A	L	E	R
P	R	E	M	I	E	R
C	A	N	E	V	A	S
	I	U	E			
	R	R	R			

REPONSE AU JEU LES MOTS SYNONYMES de la page 5

— INFANTILE.
— PUERILE.

de Padoue, leur noviciat, un dispensaire, une école, un centre féminin avec internat : lieux d'apostolat et de témoignages chrétiens. La communauté des Sœurs "filles du Cœur de Marie" s'approprie à leur emboîter le pas. Les Pères de la Société des Missions Africaines (S.M.A.) y ont construit leur séminaire de spiritualité. Les communautés laïques "Pain de vie" et "Emmanuel" par leur présence "distillent" et font "irradier" le témoignage chrétien dans les milieux non-chrétiens où elles sont implantées.

Par ailleurs, la paroisse Saint-Antoine de Padoue compte environ vingt-cinq mouvements, groupes, chorales et communautés de base.

ACTIONS DES PRÊTRES

Depuis sa création, la paroisse Saint-Antoine de Padoue est toujours desservie par les Pères de la Société des Missions Africaines (S.M.A.). Aujourd'hui la paroisse-mère est dirigée par les Pères Claude Vincent et Sébastien Maluma respectivement curé et vicaire. La paroisse Bienheureuse-Bakhita, est, quant à elle, sous la responsabilité du Père René Grosseau, "apôtre" des "Tofinu". Ils desservent maints villages structurés en secteurs à l'instar de Calavi-centre comme suit :

— Secteur d'Akassato : Akassato, Adjagbo, Gbodjo, Atadjè.

— Secteur Ouèdo : Ouèdo, Dénou, Hévié, Tori-Womey, Alansankomey.

— Secteur Ouéga : Ouéga, Ouèdo-Adjagbo, Drabo.

— Secteur Tokan : Tokan, Somè, Houéto.

— Secteur Togoudo : Togoudo, Zogbadjè, Tankpè, Womey-Wénawa.

La tâche pastorale est immense. Et l'aide appréciée des Pères responsables du centre Brésillac ne permet pas toujours à chaque communauté d'avoir une célébration eucharistique tous les dimanches. Les catéchistes permanents (au nombre de trois sont alors le recours nécessaire : "œil du prêtre" auprès des fidèles des communautés éloignées, ils contribuent pour beaucoup dans la pastorale de contact. Ils sont aidés fort heureusement par un nombre important de généreux et disponibles bénévoles. Les centaines de baptême et de confirmation enregistrés chaque année sont un signe palpable et

tangible d'une vitalité remarquable.

DIFFICULTÉS PASTORALES

Comme toute paroisse, celle de Calavi rencontre de multiples difficultés. Elles ont noms :

— le manque d'infrastructures (chapelle, salle de catéchisme, moyen de déplacement) ;

— l'insuffisance de pasteurs consacrés. «La moisson est abondante, mais les ouvriers peu nombreux» (Luc 10, 2) ;

— la prolifération des sectes ;

— le manque de bonne volonté de la part des chrétiens eux-mêmes ;

— le mauvais esprit et le contre témoignage des proches collaborateurs ;

— la peur de témoigner doublée d'une foi chancelante ;

— le mensonge de tout genre.

En réalité, les fidèles se trouvent encore sous l'influence de la force de la tradition ; ce qui entraîne chez eux une grande tendance au syncretisme.

— Les pratiques sorcières qui sèment la panique dans les familles. Les hurlements quotidiens des hiboux, (Calavi et ses environs, aux dires des gens seraient un "haut lieu des sorciers") en seraient une preuve. Dès lors, pourrait-on comprendre la réticence à s'engager des "étrangers, si nombreux pourtant !)

— Le mépris des étrangers et leur non association quant à la prise de grandes décisions ;

— les séquestrations et les envoûtements sont très fréquents aujourd'hui à Calavi réputé pour ses pratiques occultes. (Nous pouvons ici affirmer sans risque de nous tromper, qu'au bout d'un siècle de présence missionnaire, Calavi est encore au début de son évangélisation quant à ses pratiques et autres cérémonies traditionnelles auxquelles participent activement certains de nos frères chrétiens qui ont pourtant la responsabilité d'être la lumière dans ces milieux obscurs).

— Les mariages forcés et précoces avec le plus souvent la complicité des parents chrétiens.

Nous ne pourrions épuiser la liste. Notons simplement que, patiemment et courageusement, les pasteurs de Calavi essayent d'affronter ces difficultés avec douceur et dans la prière.

PERSPECTIVES

À l'orée du troisième millénaire, il serait important de dire que les chrétiens de Calavi devront essayer de faire "leur", l'exhortation du Pape Paul VI à Kampala : «Africains, soyez vos propres missionnaires». Ceci implique un effort plus engageant et constant pour prendre part aux activités de leur paroisse.

Mais, si à l'heure de l'inculturation, enjeu si cher à nos Pères dans la foi, et après un siècle de présence missionnaire, Calavi ne reçoit que des pasteurs "étrangers" (européens ou africains ignorant la langue du milieu, ce qui implique forcément une certaine méconnaissance des réalités locales), il va donc de soi que l'avenir reste sombre. Il y a urgence de pallier ce déséquilibre pastoral.

Sylvain A. Sèwa
Abomey-Calavi



La nouvelle église d'Abomey-Calavi.



De gauche à droite Claude Vincent (curé), Sébastien Maluma (vicaire).

DES JOURS... L'AFRIQUE ET LE MONDE AU FIL DES JOURS L'AFRIQUE ET LE

DÉMOCRATISATION AU NIGERIA : IL N'Y A PLUS DE SUSPENSE

Les déclarations de principe ne sont pas argent comptant. Il faut des actes. Morale, qui, hélas, est loin d'être la chose la mieux partagée des hommes politiques en général et en Afrique en particulier. Dès lors, ne fait pas exception à la règle dans ce domaine qui veut les délices du pouvoir donne envie de s'y accrocher, d'autant qu'il s'agit en l'occurrence du géant de l'Afrique noire (100 millions d'habitants) et de ses importantes ressources pétrolières.

Après la mort soudaine du général Sani Abacha, le 8 juin 1998, et l'avènement au pouvoir du général Abdulsalam Abubakar, le Nigeria a amorcé, grâce à son nouvel homme fort, un virage politique à 180 degrés. Il faut, si besoin en était, être doué d'une forte dose de caractère et montrer son indépendance d'esprit pour pouvoir le faire. Rappelons que le Nigeria a toujours été dirigé, sauf pendant dix ans par des régimes militaires depuis son indépendance en 1960. À preuve, Sani Abacha usait de stratagème à n'en pas finir dans le seul dessein de troquer le treillis pour le boukous afin de se maintenir au pouvoir.

UN REVIREMENT TOTAL

On peut, sans risque de se tromper, affirmer que pour l'avenir politique et institutionnel du Nigeria, le chemin est désormais correctement balisé.

HOMME DU CHANGEMENT

Dès son installation au pouvoir, le général Abdulsalam Abubakar n'a pas d'ambitions politiques. Tout son problème est que l'armée nigériane se retire de la scène politique et réhabilite son image bien ternie. La bonne foi à cet égard n'est démentie de personne. Les faits en témoignent amplement et éloquemment. À commencer par son discours à la nation, le 20 juillet dernier, dans lequel il dévoila les grandes lignes de son propre programme de transition vers la démocratie. À cette occasion, il avait promis le retour, à un pouvoir civil le 29 mai 1999.

L'élection présidentielle était initialement envisagée pour le mois d'octobre de cette année par l'ancien président Sani Abacha. Il en résulterait donc un report de quelques mois seulement que Abdulsalam Abubakar jugeait comme délai raisonnable pour réorganiser les organes électoraux dont une partie a été dissoute par le nouveau régime et pour permettre l'émergence des partis d'opposition sans restriction. Les cinq partis politiques autorisés sous le règne d'Abacha et qui avaient désigné l'ancien président comme le candidat unique étaient particulièrement visés par l'acte de dissolution. La levée de l'interdiction des activités syndicales a été également décidée.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, LE 27 FÉVRIER 1999

La nouvelle commission nationale électorale indépendante (INEC) mise sur pied a fixé la date de l'élection présidentielle au 27 février 1999. L'annonce a été faite le 25 août dernier à Abuja par le



Le General Abdulsalam Abubakar, Président du Nigeria.

président de la Commission électorale M. Ephraïm Akpata. Un autre fait marquant, est la décision du reste sans surprise du général Abdulsalam Abubakar de ne pas succéder à lui-même. Il n'est donc pas candidat. Il l'a dit et répété en maintes occasions.

Par contre, l'ancien Chef de l'État nigérian, le général Olusegun Obasanjo, libéré en juin 1998, a indiqué son intention de se présenter, a annoncé la presse nigériane le 6 septembre dernier. Chef de l'État de 1976 à 1979, il avait volontairement abandonné le pouvoir à Shehu Shagari, vainqueur de l'élection présidentielle sous son régime. Il a été l'un des premiers prisonniers politiques à bénéficier de l'amnistie décrétée par le nouveau régime, celui d'Abdulsalam Abubakar.

L'ancien dirigeant du Biafra, région orientale du Nigeria, qui avait fait sécession de 1967 à 1970, Odumegwu Ojukwu a manifesté son intention d'être également en lice. "Je représenterai les Ndigbo (l'ethnie Ibo) a-t-il précisé. Deux autres hommes politiques importants, l'ancien vice-président Alex Ekwueme et Bola Ige pourraient être aussi de la compétition.

DÉCRISPATION À L'INTÉRIEUR ET RETOUR SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Depuis son arrivée au pouvoir le général Abdulsalam Abubakar s'est attelé à la décrispation du climat politique et social à l'intérieur et au retour du Nigeria sur la scène internationale.

Dans ce cadre, on peut mentionner la libération de prisonniers politiques ou d'opinion tels que vingt (20) militants "ogonis" remis en liberté le 7 septembre dernier ainsi que le cas de la journaliste Christina Anyawu relâchée le 16 juin 1998 après trois ans de détention. Les 20 militants "ogonis" appartiennent au Mouve-

ment pour la survie du peuple "ogoni" (MOSOP) dont l'écrivain et opposant Ken Saro Wiwa, condamné à mort et exécuté en novembre 1995, assurait la présidence. De même, des dirigeants d'associations de défense des droits de l'homme ont été élargis. Un nouveau gouvernement fédéral a été formé d'où ont été écartés les proches de l'ancien président Sani Abacha.

Le domaine stratégique des hydrocarbures relève du Chef de l'État lui-même. Par ailleurs, afin de calmer le jeu sur le plan social, des augmentations de salaires ont été accordées aux fonctionnaires.

Le rapport sur la mort naturelle de Moshood Abiola, vainqueur présumé de l'élection présidentielle de juin 1993, a été rendu public le 12 août 1998, ce qui n'a pas manqué de susciter de violentes polémiques aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Sans nul doute, dans un souci d'apaisement, le général Abdulsalam a saisi cette opportunité pour rendre visite à Lagos à la famille Abiola.

Aux opposants nigériens exilés, le général Abdulsalam lance un appel pressant renouvelé à rentrer au pays et leur promet la sécurité. Aucune poursuite judiciaire ne sera engagée contre quiconque d'entre eux, a-t-il assuré, en les adjurant à se joindre aux efforts de démocratisation et de renaissance économique du Nigeria.

Moins de quatre mois auront donc suffi au général Abdulsalam Abubakar pour réussir le tour de force de donner de lui l'image crédible d'un homme de changement convaincu. Aussi, se sent-il assuré, dans sa détermination, d'un capital appréciable d'attention et de soutien de la part de la communauté internationale. Fort de cette position favorable, il cherche maintenant à renouer avec les partenaires étrangers en général, et les pays africains frères en particulier dont le régime dicta-

torial, du défunt Sani Abacha s'était aliéné les liens d'amitié et de coopération.

D'ailleurs, les premières réactions des milieux diplomatiques ne se sont pas faites attendre. L'invitation aux Nations unies et au Commonwealth à participer, en qualité d'observateurs aux futures échéances électorales s'est révélée payante pour les autorités d'Abuja. En effet, la communauté internationale dans sa majorité souhaite la levée immédiate des sanctions imposées au Nigeria au lendemain de l'annulation de la présidentielle de juin 1993. Ces sanctions ont été renforcées à la suite de la pendaison, le 10 novembre 1995 de Ken Saro Wiwa.

En tout état de cause, les puissances occidentales espèrent voir le président nigérian procéder à des réformes économiques, à savoir: privatisation des entreprises d'État et concessions supplémentaires en matière d'exploration et d'exploitation des vastes ressources pétrolières.

APPEL AUX INVESTISSEURS ÉTRANGERS

L'arrivée à Lagos le 10 septembre dernier du Vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique M. Jean-Louis Sarbib n'est pas un fait du hasard. Et pour cause. Le dirigeant nigérian avait auparavant indiqué qu'il souhaitait reprendre des négociations avec cette institution financière, notamment sur le problème de la dette extérieure du Nigeria. Il a annoncé le même rapprochement avec les créanciers du Club de Paris. Cet appel du 7 septembre dernier élargi aux investisseurs, aux banques et aux consultants financiers internationaux s'inscrit, a affirmé le président nigérian, dans le cadre d'un vaste programme de privatisations qui démarrera bientôt par la publication d'un décret. Il s'agit de la privatisation partielle des principales entreprises publiques "dont les performances ont eu un impact négatif sur le bien-être et la croissance économique du Nigeria". Attention était ainsi faite aux sociétés d'électricité (NEPA) et de télécommunications (NITEL). En juillet dernier, le général Abdulsalam avait déclaré qu'il envisageait une vente de 40% de ces deux compagnies et la prise en charge de leur gestion par des étrangers.

Au plan continental, la visite officielle effectuée du 24 au 26 août 1998 en Afrique du Sud par le général Abdulsalam Abubakar — son premier déplacement à l'étranger depuis son arrivée au pouvoir — a consacré l'amélioration tangible des relations entre l'Afrique du Sud et le Nigeria depuis la mort de Sani Abacha, le 9 juin 1998. Pour le président nigérian, la récente transition démocratique en Afrique du Sud constitue un modèle pour son pays. Le dimanche 13 septembre dernier, le général Abdulsalam Abubakar honorait également le Bénin d'une visite d'amitié placée sous le signe du renforcement des relations de bon voisinage et de la coopération bénino-nigériane. Sans sous-estimer non plus que le modèle de démocratie à la béninoise vaut bien le déplacement, considéré comme une source féconde d'inspiration en matière d'édification d'un État de droit.

Émile Dégla

ECONOMIE — DÉVELOPPEMENT

LA FILIÈRE KARITÉ CHERCHE SA PLACE SUR L'ÉCHIQUIER INDUSTRIEL

L'Afrique a quasiment l'exclusivité du karité. Le continent produit la quasi-totalité des 631 500 tonnes d'amandes collectées chaque année dans le monde. La zone de production s'étend du Sénégal à l'Éthiopie, en passant par le Mali, le Bénin, le Nigeria. Sa graine qui contient 50 % de matières grasses est largement exploitée. Sous forme d'huile pour la consommation alimentaire, de beurre pour des usages thérapeutiques et cosmétiques.

Depuis peu, le karité se trouve promu au rang de culture industrielle d'exportation. À l'origine de ce changement, la récente décision de l'Union européenne d'autoriser, dans la fabrication du chocolat, des huiles végétales (et notamment le beurre de karité) comme substituts au beurre de cacao. Au Japon, et dans certains pays d'Europe de l'Est, la proportion de substituts atteint même déjà 8%, voire 15 %. Objectif : introduire des parfums variés et surtout, produire moins cher, dans la mesure où les huiles de substitution reviennent de 10 à 40 % moins cher. « Cette décision nuit aux producteurs de cacao, et le karité se trouvera en concurrence avec d'autres huiles comme le soja », fait remarquer un chercheur du CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement). « Certes, répondent les exportateurs de karité, mais tant qu'à céder du terrain aux huiles végétales de substitution, autant que ce soit le karité dont l'Afrique est seule fournisseur. Si le karité ne s'impose

pas, ce sera le soja, le tournesol ou d'autres oléagineux ».

VIF INTÉRÊT DES INDUSTRIES COSMÉTIQUES

La filière karité se trouve par ailleurs valorisée par les besoins croissants des industriels du cosmétique. Les intermédiaires comme AMI industries ou Techno Finance Export écoulent les capitaux du Sahel, contribuant à faire monter les prix. À Paris, le kilo de beurre de karité raffiné se vend entre 2 800 F CFA et 5 500 F CFA. Six à dix fois plus que le prix affiché sur les marchés de Ouagadougou ou de Bamako. C'est que les vertus du beurre de karité s'avèrent multiples. Puissant agent protecteur des cheveux, la kératine (extrait du beurre de karité) est aussi reconnue par les laboratoires de dermatologie européens comme un hydratant des couches superficielles du visage, et un tonifiant pour l'ensemble du corps. Bon nombre de crèmes tonifiantes utilisées par les sportifs de haut niveau sont à base de beurre de karité.

Il n'en faut pas plus pour que les gouvernements des pays producteurs échauffent des plans de structuration de la filière. Au Nigeria, de loin le premier producteur avec 384 000 tonnes en 1996, on redécouvre l'intérêt de karité, et des organisations de producteurs se mettent en place pour soutenir les prix et garantir un minimum de qualité. Au Burkina Faso (70 000 tonnes de graines en 1996), le gouvernement a lancé un « projet karité » qui vise à organiser la transformation, à former les agriculteurs, et à soutenir les prix à l'exportation, sans provoquer d'inflation sur les marchés locaux. Le Bénin (10 à 15 mille tonnes récoltées selon les années), place la filière karité en bonne place parmi les secteurs présentés aux investisseurs étrangers comme « à fort potentiel ».

Reste à maîtriser la productivité. Les rendements ne sont nullement garantis : ils varient amplement selon les saisons, de 10 à 20 kg de fruits par arbre, soit 2 à 4 kg d'amandes sèches commercialisées. Feux de brousse et cueillettes anticipées menacent la stabilité, sinon la pérennité de la filière. Certains exploitants ont bien essayé de lancer des plantations modernes, mais l'arbre ne pousse qu'au bout de 15 à 20 ans. De quoi décourager les investisseurs les plus téméraires.

Yves Aoulou (MFI)

KARITÉ AFRICAIN : COMMENT PROFITER DU POTENTIEL

La foire qui a regroupé à Ouagadougou (du 23 au 25 juin 1998) une quarantaine d'exposants burkinabés, maliens, ivoiriens, ghanais, béninois, ougandais et français a permis de découvrir l'immensité des productions à base de karité. Du sorbet fait à base de la pulpe de son fruit par un restaurant du Burkina aux rouges à lèvres ou pâte dentifrice fabriqués avec une dose de son beurre, le karité a démontré, au cours de cette foire, qu'il entre de plus en plus dans la fabrication de divers produits finis. La demande à des fins industrielles dans les domaines alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques est donc logiquement en pleine croissance.

Mais, en Afrique, la qualité des amandes mises sur les marchés n'est pas très bonne. De même, le beurre produit artisanalement répond difficilement aux critères du marché international. On lui

reproche un taux d'acidité assez élevé, une odeur et une forte coloration. Or, travaillé pour être débarrassé de tous ces défauts, comme c'est la règle chez les industriels européens, le beurre de karité perd 55 % de son poids. Si on convient alors que l'exportation du beurre à la place des amandes assure une plus-value aux pays producteurs, il faut améliorer sa qualité. C'est ce que tentent de faire les projets « filière karité » et « femmes et filière karité » du Burkina Faso par le biais de la formation à des techniques modernes de conditionnement et de transformation des amandes d'une part, et d'autre part, par la sensibilisation à l'utilisation de presses, d'emballages, etc. « De toutes les façons, il ne faut pas s'attendre à ce que le karité en tant que produit totalement fini soit disponible depuis le village, prévient Aster Zaoude, coordonnatrice régionale de l'Unifem à Dakar. Il faut essayer plutôt d'établir des normes de qualité

pour savoir quel type de beurre exporter, quel autre type utiliser pour des produits locaux ».

Les participants de chaque pays ont pris l'engagement de mettre sur pied des cadres nationaux de concertation qui devront déboucher sur la création d'un comité sous-régional de la filière karité. Les chantiers prioritaires de cette structure : harmoniser les prix offerts aux producteurs ; établir des normes de qualité nationales et sous-régionales de karité ; constituer un front commun pour défendre les intérêts du karité ; diffuser les signaux des marchés tant nationaux, sous-régionaux qu'internationaux.

Pour atteindre tous ces objectifs, les opérateurs de la filière karité doivent cesser de travailler de façon individuelle et isolée.

Alpha Barry

CE QU'IL SERAIT BON QUE VOUS SACHIEZ

• Au cours des 30 et 40 dernières années, toutes les données statistiques confirment que l'Afrique loin de progresser, dans le commerce mondial, est en baisse. Du milieu des années 50 à nos jours, la part des exportations africaines dans les exportations mondiales est passée de 3,1 % à environ 1 %.

• L'Afrique du Sud est le pays qui a le plus bénéficié ces dernières années des flux de capitaux étrangers, avec un montant de 6,8 milliards de dollars (environ 4.080 milliards de F CFA) en 1995 et de 9,3 milliards de dollars (environ 5.580 milliards de F CFA) en 1996, sur un montant total respectivement de 9,2 milliards de dollars (environ 5520 milliards de F CFA) et de 11,8 milliards de dollars (environ 7.080 milliards de F CFA).

• En dehors de l'Afrique du Sud, les investissements privés étrangers se sont dirigés au cours des deux dernières années principalement vers l'Ouganda, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Les autres pays recevant des parts plutôt négligeables.

• Selon le rapport mondial sur le développement humain 1998, 20% à peine de la population mondiale sont responsables des dépenses de consommation personnelle.

• Entre 1975 et 1995, le nombre de postes de radio vendus en Afrique a augmenté de plus 400%, le nombre des téléviseurs a progressé de plus de 500% en Amérique Latine et celui des automobiles a fait un bond de 1.400% en Asie de l'Est.

• Selon le rapport de développement durable humain 1998 du PNUD, Le Bénin est classé 145ème sur 174 pays.

• Le poisson constitue la principale source de protéines pour près d'un milliard d'individus vivant dans 40 pays en développement, mais l'exploitation excessive des ressources maritimes ainsi que la transformation du poisson en huile ou en aliments pour le bétail ont fait grimper les prix et restreints la part destinée aux pauvres.

• Une centaine de pays (en développement en phase de transition économique et politique) connaissent des récessions graves. 70 à 80 d'entre eux ayant un revenu par habitant aujourd'hui inférieur à ce qu'il était il y a 10 à 30 ans. Dans les pays en développement, 1,3 milliard d'individus vivent avec moins d'un dollar (environ 600 F CFA) par jour. Dans les économies en transition, 120 millions d'individus vivent en deçà du seuil de pauvreté monétaire (4 dollars, environ 2.400 F CFA par jour).

LE DIRECTEUR DE LA FAO MET EN GARDE CONTRE LES PESTICIDES DANGEREUX

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf, vient de mettre en garde le jeudi 10 septembre 1998 contre la poursuite de la commercialisation de pesticides dangereux dans les pays en développement.

« De nombreux pesticides interdits ou strictement réglementés dans les pays industrialisés continuent à être commercialisés et utilisés dans les pays en développement, menaçant non seulement la santé de millions d'agriculteurs mais aussi l'environnement », a déclaré M. Diouf lors d'une conférence sur

les pesticides dangereux, qui s'est tenue du jeudi 10 au vendredi 11 septembre 1998 à Rotterdam. Il a déploré le manque de contrôle sur la distribution de ces pesticides et le manque de formation des agriculteurs en matière de produits chimiques.

La conférence de Rotterdam, à laquelle participent une centaine de pays, doit adopter une convention visant à réglementer et contrôler l'utilisation de produits dangereux. Cette convention devrait couvrir dans un premier temps 22 pesticides et 5 produits chimiques industriels.

AFRIQUE : COUP D'ENVOI DE LA BOURSE RÉGIONALE (BRVM) À ABIDJAN

La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), dont l'ouverture était attendue depuis plus d'un an par les opérateurs ouest-africains, a démarré ses activités le mercredi 16 septembre 1998 à Abidjan.

856 actions ont été échangées pour une valeur de 23.091.390 F CFA (230.913 FF) et l'indice du marché baptisé « BRVM 10 », a clôturé cette première journée à 101,03 soit une hausse de 1,03%.

La capitalisation boursière du marché régional s'élève au total à 836.189.964.770 F CFA (8,36 milliards de FF).

Les cotations ont porté sur douze sociétés ivoiriennes sur un total de 34 entreprises inscrites sur le marché des actions. Sur le compartiment obligataire, aucune transaction n'a été enregistrée.

Selon M. Kokou Gozan, coordonnateur de la BRVM, « les 22 sociétés qui n'ont pas été cotées ne possèdent pas de contrepartie ou d'équilibre ».

La société sénégalaise de télécommunications Sonatel, récemment privatisée, sera cotée à la corbeille d'Abidjan à compter du 2 octobre prochain.